

Annexe 1. Corpus d'étude

Table des matières

Groupe 1A : HCR, raisons des fuites.....	3
1 Des dizaines de milliers de personnes fuient les récents affrontements en Somalie et gagnent l'Éthiopie.....	3
2 Des milliers de personnes nouvellement déplacées par l'escalade du conflit dans la région du Haut-Nil au Soudan du Sud.....	5
3 La sécheresse et le conflit forcent 80 000 personnes à fuir la Somalie pour rejoindre les camps de réfugiés de Dadaab au Kenya	7
4 Des millions de personnes touchées par les inondations en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, selon le HCR.....	9
5 Détresse au Soudan du Sud après une quatrième année d'inondations record	12
6 Près de 30 000 personnes fuient de nouveaux affrontements dans l'ouest de la RDC	15
7 Près d'un million de personnes ont fui après cinq ans de violence dans le nord du Mozambique	18
Groupe 1B : HCR, situations rencontrées.....	21
1 HCR : Une année après l'invasion par les troupes russes, l'insécurité entrave le retour des Ukrainiens déplacés.....	21
2 L'escalade de la violence fait des centaines de morts et des centaines de milliers de déplacés dans l'est de la RDC	24
3 La violence des groupes armés continue à entraîner le déplacement forcé des réfugiés et des populations locales au Mali	26
4 Les réfugiés et les personnes déplacées doivent pouvoir faire entendre leur voix à la COP28, selon le HCR.....	28
5 Le HCR craint que les familles déracinées ne soient confrontées à des difficultés extrêmes cet hiver	30
6 Dans un contexte de déplacement croissant, les réfugiés ont besoin d'un soutien renforcé en matière de santé mentale.....	32
7 Les trois quarts des réfugiés et migrants du Venezuela peinent à accéder aux services essentiels en Amérique latine et dans les Caraïbes	34
Groupe 2A : OIM, raisons des fuites	36
1 Rapport de l'OIM : 96 000 Haïtiens déplacés par les récentes violences des bandes organisées dans la capitale	36
2 Nigéria : Plus de 15 000 déplacés internes ont besoin d'un abri immédiat suite aux inondations qui ravagent les camps du nord-est.....	38
Groupe 2B : OIM, situations rencontrées	41
1 Les familles déplacées par le conflit au Kirghizistan font face à l'hiver le plus rigoureux depuis plus d'une décennie.....	41
2 Le nombre de migrants disparus dans les Caraïbes a atteint un niveau record en 2022.	43
3 Le nombre de migrants ayant emprunté la dangereuse route du Darien a presque doublé en 2022	45

4	L'OIM déplore 50 000 décès de migrants recensés à travers le monde	47
5	OIM : plus de 5 000 décès enregistrés sur les routes migratoires européennes depuis 2021 50	
6	Les trois quarts des réfugiés et migrants du Venezuela peinent à accéder aux services essentiels en Amérique latine et dans les Caraïbes	53

GROUPE 1A : HCR, RAISONS DES FUITES

1 Des dizaines de milliers de personnes fuient les récents affrontements en Somalie et gagnent l'Éthiopie¹

Ceci est un résumé des déclarations d'Olga Sarrado Mur - à qui toute citation peut être attribuée - lors du point de presse du 17 février 2023 au Palais des Nations à Genève.

17 février 2023



Des réfugiés somaliens ayant fui les récents affrontements à Lasscanood, dans la région du Somaliland, se sont réfugiés sur le site de Qoriley, dans la région Somali en Éthiopie. © HCR/Aden Harun

Plus de 60 000 Somaliens, principalement des femmes et des enfants, ont fui vers la région Somali en Éthiopie au cours des dernières semaines pour échapper aux affrontements et à l'insécurité dans la ville de Laascaanood, dans la région de Sool. Plus de la moitié d'entre eux sont arrivés en début de semaine.

Épuisées et traumatisées, ces personnes n'ont pour seuls bagages que ce qu'elles ont pu emporter. Plusieurs femmes ont confié au personnel du HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, avoir dû vendre leurs biens pour payer le transport et se mettre en sécurité. Nombre d'entre elles ont perdu des êtres chers dans les affrontements, ou se sont retrouvées séparées de leurs proches pendant la fuite.

Ces familles se sont temporairement installées dans plus de 13 sites dans les villes de Bookh, Galhamur et Danot Woredasiin, dans la zone de Doolo, en région Somali de l'Éthiopie. Cette région est très isolée et la présence des organisations humanitaires y est limitée. Les communautés locales de Doolo ont généreusement accueilli les réfugiés, partageant les

¹ Des dizaines de milliers de personnes fuient les récents affrontements en Somalie et gagnent l'Éthiopie. (2023, juillet 2). HCR. <https://www.unhcr.org/fr/actualites/des-dizaines-de-milliers-de-personnes-fuient-les-recents-affrontements-en-somalie-et>

ressources dont elles disposent. Mais ces ressources s'épuisent rapidement, car 1000 personnes en moyenne continuent de franchir la frontière éthiopienne chaque jour.

Les réfugiés sont installés dans certaines des régions du pays les plus touchées par la sécheresse et les conséquences du changement climatique. Les ressources disponibles y sont mises à rude épreuve après cinq saisons des pluies insuffisantes.

Les options étant limitées, de nombreuses familles de réfugiés nouvellement arrivées ont dû se réfugier dans des écoles ou d'autres bâtiments publics, et certaines ont même dû passer la nuit à la belle étoile. Un grand nombre de personnes ont urgemment besoin de nourriture et d'un appui nutritionnel, d'eau et d'installations sanitaires. Un soutien spécialisé est également nécessaire pour les personnes ayant des besoins spécifiques.

En réponse à ces arrivées soudaines, le HCR travaille avec le Service des réfugiés et des rapatriés du gouvernement éthiopien et les autorités régionales, ainsi qu'avec les agences des Nations Unies et les ONG partenaires, pour mettre en place des centres d'accueil temporaires et fournir une assistance vitale immédiate. Des biens de première nécessité, notamment des couvertures, des jerrycans, des seaux, des kits de cuisine, des bâches en plastique et des moustiquaires, ont déjà été distribués à plus de 1000 familles vulnérables. Le HCR se fixe pour objectif de porter secours à 9000 autres familles dans les jours à venir.

À leur arrivée, les réfugiés font l'objet d'un examen médical et d'un enregistrement initial avant d'être transférés dans les communautés environnantes ou dans des sites spécialement identifiés. L'enregistrement formel sera effectué ultérieurement, ce qui permettra d'obtenir des estimations plus précises du nombre de personnes concernées..

En Somalie, plus de 185 000 personnes ont été contraintes de quitter la ville de Laascaanood et ses environs depuis début février. Selon les autorités locales, les familles déplacées se sont installées dans 66 sites au Somaliland, tandis que d'autres se sont rendues dans la région du Puntland, au nord de la Somalie, et dans d'autres villages à la frontière avec l'Éthiopie.

Le HCR, par l'intermédiaire de ses partenaires, va distribuer des articles de première nécessité à 3000 familles déplacées internes dans des lieux ciblés. Une assistance en espèces est également prévue en faveur de 42 000 personnes sur une période de trois mois, dès que les conditions de sécurité permettront l'accès à la région.

Le HCR exhorte toutes les parties concernées à respecter la sécurité des civils et appelle à un soutien financier supplémentaire pour pouvoir répondre aux besoins de ces nouveaux déplacés.

2 Des milliers de personnes nouvellement déplacées par l'escalade du conflit dans la région du Haut-Nil au Soudan du Sud²

07 décembre 2022



Au Soudan du Sud, des déplacées internes à Malakal chargent les quelques effets personnels qu'elles ont pu emporter dans un pick-up du HCR qui les transportera vers un site de protection civile. © HCR/Charlotte Hallqvist

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est préoccupé par l'escalade du conflit armé dans l'État du Haut-Nil au Soudan du Sud, qui a provoqué le déplacement forcé d'au moins 20 000 personnes depuis le mois d'août, certaines d'entre elles ayant été contraintes de fuir pour sauver leur vie jusqu'à quatre reprises en raison du conflit qui fait rage. Au moins 3 000 personnes ont déjà fui vers le Soudan voisin, intensifiant encore la crise des réfugiés sud-soudanais, la plus importante d'Afrique.

Le conflit armé a éclaté à Tonga, un village du Haut-Nil, le 15 août 2022. Depuis, la violence s'est étendue à d'autres régions du Haut-Nil et du nord des États de Jonglei et d'Unity. Elle progresse actuellement au sein du comté de Fashoda, dans l'État du Haut-Nil, et menace la ville de Kodok.

« Le désespoir augmente et de plus en plus de personnes fuient l'intensification du conflit », a déclaré le représentant du HCR au Soudan du Sud, Arafat Jamal. « Des civils sont la cible d'attaques dans ce conflit impitoyable ; nous devons assurer leur protection. »

Les femmes, les enfants et d'autres personnes vulnérables constituent la majorité des personnes déplacées. Certaines personnes âgées ou en situation de handicap n'ont pas pu fuir et ont dû se

² Des milliers de personnes nouvellement déplacées par l'escalade du conflit dans la région du Haut-Nil au Soudan du Sud. (2022, décembre 7). UNHCR France. <https://www.unhcr.org/fr-fr/actualites/communiqués-de-presse/des-milliers-de-personnes-nouvellement-deplacees-par-lescalade-du>

cache dans la brousse et le long du Nil blanc durant les attaques. Les civils en fuite sont visiblement traumatisés et font état de meurtres, de blessures, de violences basées sur le genre, d'enlèvements, d'extorsions, de pillages et de biens incendiés. Nombreux sont ceux qui ont perdu leur maison et qui ont été séparés de leur famille.

Le mois dernier, Arafat Jamal a dirigé la première visite menée conjointement par les agences de l'ONU dans le village d'Adidiang depuis l'attaque du 7 septembre. Les quelque 4 000 civils qui y avaient trouvé abri ont été contraints de fuir vers Malakal et son site pour personnes déplacées sous la protection de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Le site a été établi il y a près de 10 ans pour accueillir jusqu'à 12 000 personnes déplacées internes. Déjà surpeuplé avant les récentes arrivées, il héberge actuellement près de 37 000 personnes.

Selon des rescapés de l'attaque dans le village d'Adidiang, des dizaines de personnes ont été tuées ou blessées, tandis que d'autres ont trouvé la mort par noyade dans la rivière en tentant d'échapper à l'attaque. Dimanche dernier, le HCR a mené une nouvelle mission inter-agences à Diel dans l'État de Jonglei.

« À Adidiang comme à Diel, nous avons été témoins des conséquences de la violence aveugle », a déclaré Arafat Jamal. « C'était déchirant de se rendre compte des scénarios mis en œuvre pour les attaques contre les civils et leurs habitations. »

À Diel, dans le nord de l'État de Jonglei, des déplacés retournent dans leur village et leur maison incendiée. Leur situation est désespérée. Certains se nourrissent de plantes aquatiques sauvages pour survivre.

Le HCR, en collaboration avec les Nations Unies et les ONG partenaires, a intensifié sa réponse pour fournir un soutien vital aux plus vulnérables, y compris dans les zones difficiles d'accès, sous forme d'abris, d'articles de secours, de prestations de protection, d'aide en espèces et d'autres formes d'assistance. En ayant recours à des bateaux pour étendre sa capacité de réponse mobile, le HCR peut désormais porter assistance aux personnes plus rapidement et plus facilement, y compris dans des zones reculées et difficiles d'accès. Malgré le soutien du HCR aux efforts visant à désamorcer les tensions et à promouvoir la paix, la situation continue de se détériorer.

Au Soudan du Sud, 6,8 millions de personnes ont besoin d'une aide vitale urgente en raison du conflit armé, de la violence localisée, des inondations dévastatrices, de l'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la déstabilisation économique.

Alors que de plus en plus de personnes fuient la violence et que les besoins augmentent, le HCR intensifie son action dans un contexte de sévère pénurie de fonds. À la fin novembre, seulement 46% du montant recherché de 214,8 millions de dollars pour 2022 avait été reçu.

3 La sécheresse et le conflit forcent 80 000 personnes à fuir la Somalie pour rejoindre les camps de réfugiés de Dadaab au Kenya³

Ceci est un résumé des déclarations du porte-parole du HCR Boris Cheshirkov – à qui toute citation peut être attribuée – lors de la conférence de presse du 06 décembre 2022 au Palais des Nations à Genève.

06 décembre 2022



Sahara, son mari et leurs enfants ont fui la sécheresse en Somalie pour sauver les quelques chèvres qui leur restaient. La famille est arrivée en octobre au camp de réfugiés de Dadaab au Kenya. © HCR/Charity Nzomo

Plus de 80 000 personnes sont arrivées dans les camps de réfugiés de Dadaab au Kenya, la majorité d'entre elles au cours des deux dernières années, après avoir fui la Somalie en raison de l'insécurité persistante et de la sécheresse prolongée, qui est aussi la plus sévère depuis des décennies.

Malgré une récente baisse du rythme des arrivées quotidiennes, le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, et ses partenaires à Dadaab estiment qu'environ 24 000 personnes sont arrivées depuis la fin du mois de septembre.

Les communautés locales et les réfugiés vivant déjà dans les camps de réfugiés de Dadaab ont généreusement accueilli les nouveaux arrivants et partagé les ressources limitées dont ils disposent. L'espace disponible dans les camps, où sont hébergés les nouveaux arrivants, arrive à saturation ce qui oblige nombre d'entre eux à résider dans des abris de fortune à la périphérie, où l'eau potable et les installations sanitaires sont nettement insuffisantes voire inexistantes.

³ La sécheresse et le conflit forcent 80 000 personnes à fuir la Somalie pour rejoindre les camps de réfugiés de Dadaab au Kenya. (2022, décembre 6). <https://www.unhcr.org/fr/actualites/points-de-presse/la-secheresse-et-le-conflit-forcent-80-000-personnes-fuir-la-somalie>

Une épidémie de choléra, qui affecte les réfugiés ainsi que les communautés hôtes, vient compliquer les efforts d'aide humanitaire. Plus de 350 cas ont été identifiés depuis la fin du mois d'octobre, principalement parmi les enfants.

Dans une zone récemment visitée par des équipes du HCR, une famille hébergeait jusqu'à 28 personnes, dont huit avaient déjà été infectées. Les centres de traitement ont besoin de davantage de personnel et de matériel médical pour aider à enrayer toute nouvelle propagation de la maladie. Néanmoins, grâce aux partenaires de santé, la propagation du choléra a diminué ; cependant, nous demeurons préoccupés par le risque important de nouvelles infections.

Le HCR fournit de l'eau potable aux nouveaux arrivants à Dadaab et étend les installations sanitaires et d'hygiène à la périphérie des camps. Nous fournissons également des prestations de protection ciblées pour les plus vulnérables afin de garantir la satisfaction de leurs besoins. Les enfants souffrant de malnutrition sont examinés et admis dans des centres de stabilisation. Des efforts sont mis en œuvre pour renforcer l'assistance en fournissant des articles de secours supplémentaires, y compris des kits de produits menstruels pour les femmes et les jeunes filles.

Le HCR s'efforce également d'aider les communautés d'accueil autour de Dadaab en réhabilitant des puits de forage, en fournissant des générateurs pour les pompes à eau et en acheminant de l'eau par camion-citerne. En collaboration avec nos partenaires du secteur de la santé, nous mettons en place des centres de traitement supplémentaires afin d'améliorer l'accès aux soins de santé pour les nouveaux arrivants et de nous préparer au cas où d'autres cas de choléra seraient signalés.

Quelque 4,5 millions de Kenyans, principalement dans les régions du nord et de l'est du pays, sont également confrontés aux effets de la sécheresse dévastatrice. De nombreuses familles sont confrontées à de graves pénuries de nourriture et d'eau, qui pourraient s'aggraver dans les mois à venir si la saison des pluies actuelle est insuffisante. Le mois dernier, les Nations Unies et leurs partenaires ont lancé un [appel de fonds](#) d'un montant de 472,6 millions de dollars pour permettre aux organisations humanitaires de réagir dès maintenant et l'année prochaine, alors que l'impact de la sécheresse au Kenya s'aggrave.

Une aide supplémentaire est nécessaire non seulement au Kenya mais aussi en Somalie et en Éthiopie, où des millions de personnes sont confrontées à des conditions humanitaires désastreuses du fait d'un manque de précipitations.

En juin, dans le cadre d'un [appel de fonds](#) régional pour les efforts de réponse à la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, le HCR a annoncé rechercher le montant de 11,1 millions de dollars pour venir en aide à plus de 257 000 personnes affectées par la sécheresse au Kenya, dont 55 000 nouveaux arrivants. Jusqu'à présent, seule la moitié des fonds nécessaires a été reçue, alors que les prévisions en termes d'arrivées ont été dépassées de plusieurs milliers de personnes. Des ressources supplémentaires sont requises de toute urgence pour répondre aux besoins croissants et pour nous aider à fournir une assistance et une protection vitales.

4 Des millions de personnes touchées par les inondations en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, selon le HCR⁴

Ceci est un résumé des déclarations de la porte-parole du HCR Olga Sarrado - à qui toute citation peut être attribuée - lors de la conférence de presse 28 octobre 2022 au Palais des Nations à Genève.

28 octobre 2022



Les membres d'une famille ayant perdu leur habitation suite aux inondations transportent en pirogue ce qui leur reste dans l'Extrême-Nord du Cameroun. © HCR/Moise Amedje Peladai

GENÈVE - Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, attire l'attention sur l'augmentation des besoins de plus de 3,4 millions de personnes déracinées et de leurs hôtes, suite aux récentes inondations dévastatrices qui ont touché le Nigéria, le Tchad, le Niger, le Burkina Faso, le Mali et le Cameroun.

Le Nigéria est confronté aux pires inondations depuis dix ans. Des centaines de vies humaines ont été perdues, plus de 1,3 million de personnes ont été déracinées et plus de 2,8 millions de personnes ont été touchées, selon les estimations des Nations Unies, alors que de nombreuses terres agricoles et autres infrastructures ont été submergées.

Les inondations dans le nord-est du Nigéria ont emporté des sites pour personnes déplacées et des villages des communautés d'accueil dans les États de Borno, Adamawa et Yobe, forçant les gens à se réfugier dans des zones plus élevées.

⁴ Des millions de personnes touchées par les inondations en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, selon le HCR. (2022, octobre 28). <https://www.unhcr.org/fr/actualites/briefing-notes/des-millions-de-personnes-touchees-par-les-inondations-en-afrique-de>

Le HCR et ses partenaires ont fourni des abris et une aide essentielle à des milliers de familles, y compris 14 900 bâches et 550 kits contenant des articles ménagers de première nécessité. Dans l'État de Taraba, de fortes pluies ont coupé les communautés affectées de la ville de Baissa de toute assistance humanitaire.

Le gouvernement tchadien a déclaré l'état d'urgence après que les inondations aient affecté plus d'un million de personnes. Dans le sud du pays, les fortes pluies ont fait sortir les rivières Chari et Logone de leur lit, submergeant les champs, causant la mort du bétail et forçant plus de 90 000 personnes à fuir leurs maisons et à se réfugier à N'Djamena. Au Cameroun, plus de 63 000 personnes ont été affectées par les crues de ces deux fleuves dans les districts de Kousseri, Zina, Makari, Blangoua et Logone Birni.

Le HCR, les autorités locales et les autres partenaires s'empressent de fournir une assistance humanitaire à N'Djamena et ont identifié deux sites pour abriter les sinistrés.

Dans les pays du Sahel central - Niger, Mali et Burkina Faso - des pluies supérieures à la moyenne et des inondations ont entraîné la mort de centaines de personnes, le déplacement de milliers d'autres et la destruction de plus d'un million d'hectares de terres cultivées.

Quelque 379 500 personnes déplacées vivent dans les zones du Burkina Faso touchées par les inondations, à savoir les régions du Sahel, du Centre-Nord et du Nord. Plus de 32 000 personnes ont été touchées par les inondations dans la région de Diffa au Niger, et plus de 13 000 ont été déplacées. Cette année, plus de 41 000 personnes ont été touchées par les inondations au Mali, contre 10 511 en 2021.

La crise climatique est en train de sévir : elle détruit les moyens de subsistance, compromet la sécurité alimentaire, aggrave les conflits pour le contrôle des ressources et entraîne des déplacements de population. Le lien entre les catastrophes climatiques et les déplacements de population est clair et s'accroît. L'aggravation des perturbations climatiques au Sahel en particulier a favorisé les sécheresses et les inondations, réduit les rendements agricoles et contribué à une détérioration générale des services publics, ce qui explique en partie l'une des pires crises de déplacement au monde. Les températures au Sahel augmentent 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale. Cela ne fait qu'exacerber les défis profonds auxquels les États sont confrontés pour gérer des populations en croissance rapide, un recul des acquis en matière de développement et la prolifération d'acteurs armés non étatiques.

Au-delà du Sahel, nous assistons à la pire sécheresse depuis 40 ans et à la menace d'une famine dans la Corne de l'Afrique, à des cyclones dévastateurs au Mozambique et à des inondations historiques pour la quatrième année consécutive au Soudan du Sud et au Soudan. En 2022, les conditions météorologiques extrêmes sur le continent africain ont tué des centaines de personnes et forcé des millions d'autres à fuir leur foyer.

Les pays et les communautés qui se trouvent en première ligne de la crise climatique ont besoin d'un soutien et d'un financement urgents pour se protéger, s'adapter et minimiser les conséquences les plus néfastes de ces phénomènes.

Parallèlement, les opérations humanitaires en Afrique de l'Ouest et centrale sont gravement sous-financées, et ce de manière chronique. Au Tchad, seuls 43% des fonds dont le HCR a besoin pour 2022 ont été réunis. Nos activités pour 2022 au Burkina Faso ne sont financées qu'à 42%. À moins de deux mois de la fin de l'année, nous n'avons reçu que 39% des fonds nécessaires au Nigéria et 53% au Niger.

Le HCR lance un appel à tous les donateurs pour qu'ils apportent un soutien urgent à nos activités destinées à sauver des vies en Afrique occidentale et centrale.

5 Détresse au Soudan du Sud après une quatrième année d'inondations record⁵

Ceci est un résumé des déclarations du porte-parole du HCR Boris Cheshirkov – à qui toute citation peut être attribuée – lors de la conférence de presse du 21 octobre 2022 au Palais des Nations à Genève.

21 octobre 2022



La capitale de l'Etat de l'Unité, Bentiu, s'est transformée en une île entourée par les eaux de crue. © HCR/Charlotte Hallqvist

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, appelle la communauté internationale à soutenir les efforts humanitaires au Soudan du Sud suite à des pluies et des inondations record pour la quatrième année consécutive, et face à la menace d'une dégradation de la situation en raison de l'aggravation de la crise climatique.

Les deux tiers du pays connaissent actuellement des inondations. Plus de 900 000 personnes ont été directement touchées. Les eaux ont emporté les maisons et le bétail, forcé des milliers de personnes à fuir et inondé de vastes étendues de terres agricoles, aggravant une situation d'urgence alimentaire déjà préoccupante. Les puits et les latrines ont été submergés, contaminant les sources d'eau et risquant de provoquer des épidémies.

Dans l'État de l'Unité, la capitale, Bentiu, s'est transformée en une île entourée par les eaux de crue. Toutes les routes d'accès et de sortie sont impraticables et seuls des bateaux et la piste d'atterrissage permettent à l'aide humanitaire d'atteindre les 460 000 personnes déjà déplacées par les inondations et le conflit.

⁵ *Détresse au Soudan du Sud après une quatrième année d'inondations record.* (2022, octobre 21). <https://www.unhcr.org/fr/actualites/briefing-notes/detresse-au-soudan-du-sud-apres-une-quatrieme-annee-dinondations-record>

Les camps de personnes déplacées se trouvent sous le niveau actuel de l'eau. Ils ne sont protégés des eaux de crue que par des digues - de grands monticules de terre compacte - érigées par les Nations unies, le gouvernement et les habitants eux-mêmes.

Les gens s'activent jour et nuit avec des pompes, des seaux, des excavatrices et d'autres machines lourdes pour contenir l'eau et empêcher les digues de s'effondrer.

Les besoins en nourriture, en abris, en eau et en fournitures sanitaires augmentent rapidement, car les stocks d'articles de base s'épuisent.

Alors que la crise climatique s'intensifie, les conditions météorologiques extrêmes mettent à mal la résilience des communautés déplacées frappées par ces catastrophes à répétition.

Le HCR intensifie son soutien aux populations vulnérables dans les zones difficiles d'accès du Soudan du Sud par le biais d'équipes mobiles de protection. Cependant, de nombreuses routes sont inaccessibles et les moyens de déplacement alternatifs sont rares.

À Maban, dans l'État du Nil supérieur, les camions transportant de la nourriture et des articles de secours essentiels ne peuvent pas atteindre le camp de réfugiés de Doro car les routes sont inondées. Cela signifie que les rations d'octobre ne parviendront pas aux 75 000 réfugiés soudanais qui y vivent. Le mois dernier, des camions sont restés bloqués sur la route pendant des semaines. Des rations alimentaires ont finalement été acheminées par avion jusqu'au camp, mais les fonds disponibles ne permettent pas de renouveler l'opération, ce qui signifie que de nombreuses personnes risquent de souffrir de la faim.

Alors que la crise des réfugiés sud-soudanais reste la plus importante d'Afrique, avec plus de 2,3 millions de réfugiés sud-soudanais dans les pays voisins, on estime que 2,2 millions de personnes sont par ailleurs déplacées à l'intérieur du pays, qui accueille lui aussi plus de 340 000 réfugiés.

Déchiré par la guerre civile pendant la majeure partie de sa courte histoire, le Soudan du Sud est en proie à une violence intercommunautaire généralisée, aux effets dévastateurs du changement climatique et à une grave insécurité alimentaire qui touche 60% de sa population de 11 millions d'habitants. Les prix des denrées alimentaires sont montés en flèche et la monnaie a été dévaluée, exacerbant une crise humanitaire persistante.

La crise au Soudan du Sud est l'une des crises les plus sous-financées, le HCR ayant reçu moins de la moitié des 214,8 millions de dollars nécessaires cette année. Ce manque de financement empêche le HCR d'intensifier son soutien aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, notamment par des mesures d'atténuation des effets des inondations.

En l'absence de fonds suffisants, le HCR donne la priorité à l'aide vitale. Les personnes qui ont fui leur foyer ont besoin d'articles essentiels tels que des abris, des couvertures, des bâches en plastique, des moustiquaires, des récipients pour l'eau, des ustensiles de cuisine et des kits d'hygiène et de soins. Il est également crucial de continuer à soutenir les projets de consolidation de la paix et les interventions communautaires visant à protéger les enfants et à réduire la violence sexiste.

À l'échelle mondiale, la crise climatique entraîne de plus en plus de forcés et rend la vie plus compliquée pour les populations déjà déracinées. Les personnes dont la responsabilité est la moins importante dans le réchauffement de la planète sont aujourd'hui les plus durement touchées.

Les communautés disposant de peu de ressources ou de capacités d'adaptation sont confrontées aux pires conséquences de ces phénomènes météorologiques de plus en plus inhospitaliers. Le temps presse pour les pays les plus vulnérables au changement climatique, qui sont aussi ceux qui abritent ou accueillent le plus grand nombre de personnes déracinées.

L'attention mondiale étant ailleurs, la crise prolongée et chroniquement sous-financée que connaît le Soudan du Sud nécessite un soutien urgent.

6 Près de 30 000 personnes fuient de nouveaux affrontements dans l'ouest de la RDC⁶

Ceci est un résumé des déclarations de la Représentante du HCR en RDC, Angele Dikongue-Atangana - à qui toute citation peut être attribuée - lors du point de presse du 11 octobre 2022 au Palais des Nations à Genève.

11 octobre 2022



Un déplacé se repose dans un abri communautaire à Bandundu, la capitale de la province du Kwilu. © HCR/Simon Lubuku

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est très préoccupé par la recrudescence des violences intercommunautaires meurtrières qui ont entraîné le déplacement de milliers de personnes depuis juillet dans la localité de Kwamouth, dans l'ouest de la République démocratique du Congo.

Les affrontements auraient éclaté au sujet de taxes coutumières sur l'utilisation des terres agricoles entre les communautés Teke et Yaka. Plus de 142 personnes ont été tuées, dont certaines ont été décapitées.

Au 6 octobre, quelque 27 000 personnes, dont la plupart sont des femmes et des enfants, ont été déplacées par les violences et ont besoin d'une aide d'urgence dans les provinces de Kwilu et Mai Ndombe. Par ailleurs, 2600 personnes ont cherché refuge en République du Congo après avoir traversé le fleuve Congo en pirogue. Nombre d'entre elles ont été séparées des membres de leur famille au cours de leur fuite.

⁶ *Près de 30 000 personnes fuient de nouveaux affrontements dans l'ouest de la RDC.* (2022, octobre 11). <https://www.unhcr.org/fr/actualites/briefing-notes/pres-de-30-000-personnes-fuient-de-nouveaux-affrontements-dans-louest-de>

Les fortes pluies ont rendu plus complexe la mise en sécurité des civils, et plusieurs routes clés sont devenues impraticables pour les véhicules humanitaires apportant une aide vitale.

Les familles restent traumatisées par les affrontements soudains et violents qui ont éclaté ces dernières semaines. Elles ont dit à nos équipes qu'elles ont fui pour sauver leur vie et ont trouvé refuge dans la forêt environnante avec leurs enfants. Beaucoup ont quitté leurs fermes et leurs champs et ont abandonné leurs récoltes dans les greniers. Ces personnes déplacées continuent de se sentir vulnérables car leur survie dépend de la bonne volonté d'autrui, notamment des familles d'accueil et des autorités.

Le gouvernement a négocié avec les chefs locaux et a déployé l'armée congolaise à Kwamouth pour rétablir l'ordre. Cependant, la situation sécuritaire reste tendue.

De nombreuses familles qui vivaient à Kwamouth et dans les villages environnants ont quitté la région car le conflit s'étendait rapidement. Elles ont marché pendant des jours avant de trouver refuge à Bandundu, la capitale de la province du Kwilu, à 245 kilomètres de la ville de Kwamouth. La ville de Kwamouth et plusieurs villages environnants sont désormais partiellement abandonnés.

Les familles d'accueil de Bandundu et d'autres villes ont accueilli les personnes contraintes de fuir, plusieurs chefs locaux donnant l'exemple. L'une d'entre elles accueille 28 personnes, dont une femme qui a subi une césarienne à l'hôpital de Bandundu peu après les affrontements et un jeune homme qui a été blessé pendant les combats. Une autre famille d'accueil que l'équipe d'évaluation a visitée héberge 77 personnes avec une seule et unique latrine pour tous. Les conditions de vie sont précaires, et les ressources des familles d'accueil s'épuisent rapidement. Les ménages ont commencé à se rationner et certains ne mangent qu'un seul repas par jour.

Les gouvernements provinciaux de Mai Ndombé et du Kwilu ont mis en place un comité de coordination de crise ainsi qu'un plan multisectoriel au niveau gouvernemental pour répondre aux besoins.

Le HCR et ses partenaires intensifient leur soutien. Le HCR envoie des bâches pour construire des abris communautaires dans le Bandundu et est prêt à répondre à d'autres besoins prioritaires en matière d'abris, d'articles ménagers et de prestations de protection.

En République du Congo, les communautés et les autorités locales ont accueilli les demandeurs d'asile qui arrivent. Le HCR apporte son aide aux autorités à la frontière, notamment en enregistrant les nouveaux arrivants et en leur fournissant une assistance.

Une fois en République du Congo, de nombreux demandeurs d'asile sont accueillis par des familles d'accueil. Cependant, plus de la moitié d'entre eux vivent dans des conditions précaires, certains dormant en plein air, tandis que d'autres ont construit des abris de fortune. Ceux qui sont dans des familles d'accueil sont confrontés à la promiscuité. La nourriture se fait rare. Plus de 30 enfants souffrant de malnutrition ont été identifiés par le personnel de santé local, dont un enfant souffrant de malnutrition sévère qui a été envoyé à l'hôpital le plus proche, à Gamboma.

Le HCR appelle la communauté internationale à soutenir les efforts visant à apaiser les tensions à Kwamouth et à soulager les souffrances des personnes affectées par la violence.

Ces derniers déplacements en RDC compliquent encore davantage les efforts déjà très insuffisamment financés pour venir en aide aux 521 000 réfugiés et aux plus de 5,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Seuls 40% des 225,4 millions de dollars nécessaires ont été recueillis.

En République du Congo, le HCR n'a reçu que 16% des 37,4 millions de dollars demandés pour sa réponse aux réfugiés en 2022.

7 Près d'un million de personnes ont fui après cinq ans de violence dans le nord du Mozambique⁷

Ceci est un résumé des déclarations du porte-parole du HCR Matthew Saltmarsh – à qui toute citation peut être attribuée – lors de la conférence de presse du 04 octobre 2022 au Palais des Nations à Genève.

04 octobre 2022



Le HCR fournit du matériel médical à des personnes handicapées issues des communautés déplacées et des communautés d'accueil à Cabo Delgado, au nord du Mozambique. © HCR/Martim Gray Pereira

Cette semaine, cela fait cinq ans que de graves troubles ont éclaté dans la province de Cabo Delgado, au nord du Mozambique, forçant près d'un million de personnes à fuir leur foyer.

Malheureusement, le conflit ne s'est pas apaisé et des milliers de familles se voient toujours contraintes de quitter leur foyer en raison des attaques de groupes armés non étatiques. Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, appelle à la fin de la violence et exhorte la communauté internationale à assurer un appui durable afin d'atténuer les souffrances des populations déplacées et des communautés d'accueil dans le nord du Mozambique.

L'extrême violence et le déplacement forcé ont eu des effets dévastateurs sur la population. Les gens ont vu leurs proches se faire tuer, décapiter et violer, et leurs maisons et autres biens être réduits en cendres. Des hommes et des jeunes garçons ont également été enrôlés de force au sein de groupes armés. Les gens ont perdu leurs moyens de subsistance, la scolarité des jeunes a été interrompue et l'accès aux produits de première nécessité et aux services essentiels comme

⁷ *Près d'un million de personnes ont fui après cinq ans de violence dans le nord du Mozambique*. (2022, octobre 4). <https://www.unhcr.org/fr/actualites/briefing-notes/pres-dun-million-de-personnes-ont-fui-apres-cinq-ans-de-violence-dans-le>

la nourriture et les soins de santé a été compromis. De nombreuses personnes ont subi des traumatismes répétés après avoir été contraintes de se déplacer plusieurs fois pour sauver leur vie.

Après cinq années, la situation humanitaire à Cabo Delgado a encore empiré et le nombre de personnes déplacées a augmenté de 20% pour atteindre 946 508 au cours du premier semestre de cette année. Le conflit s'est étendu à la province voisine de Nampula, qui a été le théâtre de quatre attaques de groupes armés en septembre, touchant au moins 47 000 personnes et en déracinant 12 000.

Les personnes déplacées lors de ces dernières attaques ont déclaré au HCR avoir peur et avoir faim. Elles manquent de médicaments et vivent dans des conditions de surpopulation - avec quatre à cinq familles partageant le même logement. Certains dorment en plein air. Le manque d'intimité et l'exposition au froid la nuit et aux éléments le jour, créent des problèmes supplémentaires en matière de sécurité et de santé, en particulier pour les femmes et les enfants. Le HCR n'a cessé de répondre aux besoins des populations déplacées dans les provinces de Cabo Delgado, Nampula et Niassa en fournissant une assistance humanitaire et un soutien en matière de protection. Nous mettons à disposition des abris et des articles ménagers, nous aidons les survivants de la violence sexiste en leur apportant un soutien juridique, médical et psychosocial, et nous aidons les personnes déplacées à obtenir des documents légaux. Le HCR apporte également son soutien aux personnes les plus à risque, notamment les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées.

Malgré la persistance des déplacements forcés à Cabo Delgado, certaines personnes sont rentrées chez elles dans des zones qu'elles considèrent comme sûres. Le mois dernier, le HCR et ses partenaires ont mené la première mission d'évaluation de la protection à Palma, à l'extrême nord-est du pays. Palma a connu des attaques meurtrières en mars 2021 qui ont entraîné le déplacement de la plupart des 70 000 habitants du district. La majorité d'entre eux sont rentrés au cours des dernières semaines.

Ces personnes, qui ont tout perdu, retournent dans des zones où les services et l'aide humanitaire sont largement indisponibles. Le HCR s'inquiète des risques encourus par ces personnes si elles continuent à regagner leur région d'origine avant que les conditions ne soient stabilisées.

Le HCR est favorable aux retours des familles déplacées lorsque ceux-ci sont librement consentis, sûrs, informés, effectués dans la dignité, et lorsque les conditions y sont propices, notamment une fois que les services essentiels ont été rétablis pour assurer leur pérennité.

Le HCR considère que la situation sécuritaire est trop instable à Cabo Delgado pour faciliter ou promouvoir les retours dans la province. Cependant, les besoins de protection croissants et l'insuffisance des services pour les personnes qui ont choisi de rentrer chez elles doivent être pris en compte de toute urgence par les parties prenantes concernées, y compris les autorités et les acteurs humanitaires.

Le HCR travaille en étroite collaboration avec le gouvernement et les autres partenaires pour soutenir et promouvoir l'inclusion de toutes les populations déplacées dans les services nationaux.

En septembre 2022, le HCR ne disposait que de 60% des 36,7 millions de dollars nécessaires pour fournir des services de protection et une assistance vitale au Mozambique.

GROUPE 1B : HCR, SITUATIONS RENCONTRÉES

1 HCR : Une année après l'invasion par les troupes russes, l'insécurité entrave le retour des Ukrainiens déplacés⁸

23 février 2023



Des bâtiments résidentiels endommagés dans le quartier résidentiel de Saltivskiy, ville de Kharkiv. © HCR/Colin Delfosse

GENÈVE - Douze mois après l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, plus de 13 millions de personnes sont toujours déracinées de leurs foyers, dont près de 8 millions de réfugiés à travers l'Europe et plus de 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine. Leurs perspectives de retour dans un avenir proche sont toutefois entravées par la poursuite des hostilités, l'insécurité et la destruction dans leurs régions d'origine, selon deux nouveaux rapports publiés aujourd'hui par le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

« La souffrance et les difficultés engendrées par la guerre dépassent l'entendement. Avec le tiers de la population ukrainienne forcée de fuir, la situation reste incertaine. Nous devons continuer à répondre aux besoins des personnes déplacées et à assurer leur sécurité jusqu'à ce qu'elles puissent retourner chez elles », a déclaré Pascale Moreau, directrice régionale du HCR pour l'Europe.

⁸ HCR : Une année après l'invasion par les troupes russes, l'insécurité entrave le retour des Ukrainiens déplacés. (2023, février 23). <https://www.unhcr.org/fr/actualites/hcr-une-annee-apres-linvasion-par-les-troupes-russes-linsecurite-entrave-le-retour-des>

Pour comprendre la situation critique des personnes déplacées et mieux organiser l'aide, le HCR a commandité sa troisième série d'enquêtes d'intention*, interrogeant des milliers de personnes déracinées par la guerre. Intitulés « Lives on Hold » qui se traduirait par « Vies en suspens » en français, les derniers rapports - l'un portant sur les réfugiés, l'autre sur les déplacés internes – offrent un éclairage sur le vécu des Ukrainiens déplacés un an après le début de la guerre, ainsi que sur leurs intentions et les éléments qui influencent leurs choix.

Les principales conclusions des deux rapports sont les suivantes :

- La grande majorité des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine - environ 77 % et 79 % respectivement – envisagent de retourner chez eux un jour. Toutefois, seuls 12% des réfugiés et des personnes déplacées prévoient de le faire dans les trois prochains mois.
- Les problèmes de sûreté et de sécurité dans leurs régions d'origine comptent parmi les principaux obstacles qui empêchent le retour des réfugiés. Parmi les autres préoccupations citées, il y a notamment l'accès aux services de base - y compris à l'électricité, à l'eau et aux soins de santé, aux opportunités d'emploi et à un logement adéquat, des services gravement perturbés par la guerre.
- Parmi les personnes déplacées à l'intérieur du pays, l'accès à un logement adéquat est le deuxième obstacle à un retour durable et digne, après les considérations de sécurité et de sûreté.
- Les réfugiés qui ont exprimé leur intention de rentrer dans les trois prochains mois sont principalement des personnes âgées, des personnes séparées de leurs familles restées en Ukraine ou des personnes confrontées à des problèmes d'inclusion dans les pays d'accueil. Les résultats indiquent également que pour ceux qui ont des besoins spécifiques ou qui sont plus vulnérables, les perspectives d'inclusion socio-économique peuvent être plus difficiles, ce qui peut influencer certains dans leur intention de rentrer.
- Quelque 18 % des réfugiés interrogés sont encore indécis quant à un possible retour. « *Nous ne pouvons pas prévoir l'avenir ou l'état de la situation en Ukraine, et combien de temps cela va durer. Nous ne pouvons penser qu'au présent* », a déclaré l'un des réfugiés interrogés. Malgré les défis de l'exil, certaines améliorations importantes ont été observées. Parmi un groupe de réfugiés ayant participé à la fois à la deuxième et à la dernière enquête, 45% occupaient un logement loué, contre 27% lors de l'enquête précédente. Le nombre de personnes percevant des revenus d'un emploi a également augmenté, passant de 37 à 46%.
- Cependant, dans le même groupe, si l'on observe une baisse du nombre des personnes dépendantes de la protection sociale ou de l'aide en espèces, passant de 57% à 50%, une proportion importante reste sans emploi. Beaucoup d'autres ont trouvé des emplois peu qualifiés, mais pour la majorité, le revenu ne suffit pas à couvrir les besoins de base.

Sur la base de ces conclusions et d'autres, le HCR formule un certain nombre de recommandations dans le rapport. Il est essentiel de veiller à ce que les réfugiés soient systématiquement soutenus afin qu'ils aient la possibilité de prendre des décisions libres et éclairées sur leur avenir. Il est également capital de s'assurer que les pays d'accueil et les

communautés locales soient soutenus. Cela devrait notamment faciliter le respect des droits des réfugiés ainsi que leur accès aux services et à un travail décent.

L'aide aux populations déplacées en Ukraine est également une priorité essentielle. Les candidats au retour volontaire doivent être aidés par une combinaison de programmes humanitaires, de développement et d'initiatives portées par le secteur privé, ouvrant la voie à la relance économique, au redressement et à la reconstruction.

La semaine dernière, le HCR a lancé un [appel supplémentaire pour la situation en Ukraine](#) [en anglais] qui détaille le plan d'intervention et les besoins financiers pour l'année 2023. Les besoins totaux s'élèvent à 1,1 milliard de dollars - 602,5 millions de dollars à l'intérieur de l'Ukraine et 517 millions de dollars dans les pays d'accueil des réfugiés en Europe. Le HCR continue d'exhorter la communauté internationale à soutenir la population déplacée d'Ukraine - à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

2 L'escalade de la violence fait des centaines de morts et des centaines de milliers de déplacés dans l'est de la RDC⁹

Ceci est un résumé des déclarations du porte-parole du HCR Eujin Byun – à qui toute citation peut être attribuée – lors de la conférence de presse d'aujourd'hui au Palais des Nations à Genève.

24 janvier 2023



Des femmes retournent dans leurs abris sur le site de déplacés de Plaine Savo dans la province d'Ituri après avoir récupéré de l'eau. © UNHCR/Hélène Caux

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est profondément préoccupé par l'escalade des attaques meurtrières contre des civils par des groupes armés non étatiques dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

La dernière attaque violente s'est produite le 19 janvier sur le site de déplacés de Plaine Savo, dans la province d'Ituri. Des hommes armés ont pris d'assaut le site et ont tué deux adultes et cinq enfants. De nombreux abris ont été pillés et réduits en cendres. Quelque 17 000 personnes ont fui vers la ville voisine de Bule, où elles sont davantage en sécurité. Elles sont maintenant hébergées dans des écoles, des églises et des marchés de plein air mal couverts, sans nourriture ni eau suffisantes.

Plus de 200 civils ont été tués au cours des six dernières semaines en Ituri dans une série d'attaques menées par des groupes armés non étatiques, qui ont également détruit 2000 maisons et entraîné la fermeture ou la destruction de 80 écoles. Au moins 52 000 personnes ont fui leur

⁹ *L'escalade de la violence fait des morts et des déplacés dans l'est de la RDC.* (2023, janvier 24). <https://www.unhcr.org/be/88637-lescalade-de-la-violence-fait-des-centaines-de-morts-et-des-centaines-de-milliers-de-deplaces-dans-lest-de-la-rdc-2.html>

foyer dans cette province qui accueille déjà 1,5 million de personnes déplacées. Parmi elles, 35 000 personnes ont trouvé une sécurité toute relative sur le site de Rhoe, où les abris d'urgence, les latrines communes et les espaces de cuisine collectifs sont désormais insuffisants pour accueillir une population de 70 000 personnes, soit près du double de la capacité prévue.

Des attaques ont également lieu dans la province voisine du Nord-Kivu, où une recrudescence des affrontements a lieu depuis mars 2022 et où 521 000 personnes ont fui pour sauver leur vie face aux bombardements aériens et au recrutement forcé par des groupes armés non étatiques. Quelque 120 000 personnes ont gagné les abords de la capitale provinciale de Goma, où elles jouissent d'une sécurité relative, portant leurs effets personnels sur la tête et leurs enfants sur le dos. Au total, 2,1 millions de personnes sont déracinées dans cette province ravagée par les conflits.

Dans ce contexte de grande instabilité, le HCR et ses partenaires continuent à fournir une assistance vitale aux populations déplacées. En janvier, nous avons aidé 1154 familles comprenant des personnes handicapées, des femmes enceintes et d'autres personnes vulnérables à s'installer dans des abris d'urgence nouvellement construits sur le site de Buchagara, près de Goma au Nord-Kivu, et nous allons construire 1000 nouveaux abris bâchés sur le site de Rhoe en Ituri.

La construction à Buchagara se poursuit bien que le HCR n'ait reçu que 46% des fonds dont il a besoin en 2022, mais cela n'a été possible qu'en renonçant à donner la priorité à d'autres besoins, comme les programmes éducatifs. Pour 2023, le HCR a besoin de 233 millions de dollars pour venir en aide aux déplacés internes et aux réfugiés en RDC.

La violence et l'instabilité dans la région ont également pour conséquence que le HCR et ses partenaires doivent fournir des abris, gérer les sites et assurer la protection des personnes en dépit des risques pour la sécurité du personnel humanitaire. Le HCR insiste sur le fait que les acteurs humanitaires et les civils ne doivent pas être pris pour cible dans le cadre de conflits armés et appelle toutes les parties à respecter le caractère civil et humanitaire des sites de déplacés.

Plus de 5,6 millions de personnes sont déplacées en RDC, ce qui en fait la plus grande population déplacée du continent africain et l'une des plus importantes au monde. Le pays accueille également 524 700 réfugiés.

3 La violence des groupes armés continue à entraîner le déplacement forcé des réfugiés et des populations locales au Mali¹⁰

Ceci est un résumé des déclarations du Représentant du HCR au Mali, Mohamed Touré - à qui toute citation peut être attribuée - lors de la conférence de presse du 24 janvier 2023 au Palais des Nations à Genève.

24 janvier 2023



Des personnes déplacées contraintes de fuir leur village de N'Tillit au nord du Mali ont trouvé refuge dans la ville de Gao. © UNHCR/Handa Ag Mohamed

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, appelle à un soutien accru en faveur des personnes récemment déplacées au Mali, où la violence et les menaces des groupes armés ont contraint les populations locales et les réfugiés à fuir en quête de sécurité.

Dans le village de N'Tillit, au nord du Mali, les attaques ont forcé plus de 3700 réfugiés burkinabés et habitants maliens de la région à fuir vers Gao, la ville la plus proche située à 120 kilomètres de là.

La menace actuelle à N'Tillit, où les réfugiés burkinabés avaient trouvé refuge ces dernières années après avoir fui le Burkina Faso, a entraîné leur déplacement forcé pour la deuxième ou troisième fois, occasionnant une aggravation de leur traumatisme. Depuis 2018, des burkinabés sont contraints de franchir la frontière avec le Mali en quête de sécurité, et ce malgré la situation sécuritaire précaire dans les deux pays. Au 31 décembre 2022, le Mali accueillait plus de 60 000 réfugiés, dont 25 000 en provenance du Burkina Faso. Parallèlement, quelque 440 000 Maliens restent déplacés à l'intérieur de leur propre pays en raison de la poursuite des violences et des menaces émanant des groupes armés.

¹⁰ *La violence des groupes armés continue à entraîner le déplacement forcé des réfugiés et des populations locales au Mali.* (2023, janvier 24). <https://www.unhcr.org/fr/actualites/points-de-presse/la-violence-des-groupes-armes-continue-entrainer-le-deplacement-force>

Les arrivées dans la ville de Gao pourraient continuer à augmenter car la population restante du village de N'Tillit craint des représailles après avoir reçu un ultimatum de la part d'un groupe armé. La majorité des déplacés - des femmes et des enfants - ont marché pendant des heures sans nourriture, craignant pour leur vie, afin de trouver un endroit sûr.

Les déplacés vivent actuellement sous des arbres ou dans des abris de fortune avec peu de nourriture ou d'eau. Les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les enfants séparés de leur famille ont un besoin urgent de soins de santé. Le HCR et ses partenaires aident les autorités locales à évaluer et à répondre aux besoins des familles déplacées à Gao.

Nous coordonnons également la réponse humanitaire en faveur des réfugiés et des déplacés internes à travers le pays, en fournissant des abris d'urgence, de la nourriture, de l'eau, une assistance en espèces, des services en matière d'éducation et en proposant des projets d'autonomisation économique.

Malgré ces efforts, les besoins des personnes déracinées restent énormes car la violence des groupes armés continue de contraindre ces personnes à fuir. Le HCR appelle la communauté internationale à faire preuve d'une plus grande solidarité envers les personnes déracinées au Mali et dans les pays voisins, en apportant un soutien financier urgent aux organisations humanitaires pour qu'elles puissent fournir une assistance vitale.

4 Les réfugiés et les personnes déplacées doivent pouvoir faire entendre leur voix à la COP28, selon le HCR¹¹

Ceci est un résumé des propos tenus par Andrew Harper, Conseiller spécial sur l'action climatique auprès du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés - à qui toute citation peut être attribuée - lors du point de presse du 18 novembre 2022 au Palais des Nations à Genève.

18 novembre 2022



Une vue aérienne de la baisse des eaux du lac Mahmouda, en Mauritanie. © HCR/Colin Delfosse

Alors que la COP27 s'achève aujourd'hui à Charm El-Cheikh, en Égypte, le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, tire la sonnette d'alarme au nom des réfugiés et des personnes déplacées pour qui l'urgence climatique ne fait que s'ajouter à une situation déjà critique.

Pour la première fois, les voix des réfugiés et des personnes déplacées - qui sont souvent en première ligne face au changement climatique - ont résonné dans les couloirs de la Conférence des Nations Unies sur le climat. Cette année, lors de la COP27, des personnes déracinées originaires du Soudan, du Yémen, du Niger et d'ailleurs ont attiré l'attention sur le fait que le changement climatique est tellement rapide que presque toutes leurs tentatives pour s'adapter à cet environnement en mutation sont vouées à l'échec.

Je suis fier que le HCR et ses partenaires aient travaillé aux côtés des personnes déracinées pour s'assurer qu'elles soient vues et entendues à la COP27, mais nous devons aller plus loin encore.

¹¹ Les réfugiés et les personnes déplacées doivent pouvoir faire entendre leur voix à la COP28, selon le HCR. (2022, novembre 18). <https://reliefweb.int/report/world/les-refugies-et-les-personnes-deplacees-doivent-pouvoir-faire-entendre-leur-voix-la-cop28-selon-le-hcr>

Le HCR demande l'inclusion de la problématique des réfugiés et des personnes déplacées dans le document final de la COP27. Les réfugiés et les personnes déplacées comptent parmi les personnes les plus exposées à la crise climatique. Beaucoup trouvent refuge dans des pays dont la contribution au changement climatique est négligeable et qui ont pourtant les ressources les plus limitées à leur disposition pour s'adapter.

Les personnes déracinées espèrent également pouvoir être présentes aux tables de négociation de la COP28 afin de s'assurer que les décisions ne sont pas prises en leur nom et à leur place.

Nous devons obtenir un soutien spécifique et un financement accru pour les pays qui sont en première ligne de l'urgence climatique, car ce sont souvent ces mêmes pays qui assurent la protection des réfugiés depuis des décennies. C'est ce que le HCR a répété à Charm El-Cheikh la semaine dernière : les dirigeants mondiaux ont la responsabilité de veiller à ce que le financement de l'action climatique bénéficie non seulement aux pays vulnérables au changement climatique mais aussi aux personnes déracinées et à leurs communautés d'accueil. Avec plus de 70% des personnes déracinées à travers le monde provenant des pays les plus vulnérables au changement climatique, il faut que le document final de la COP27 fasse explicitement mention des réfugiés et des personnes déplacées.

Le HCR se félicite de voir la question des pertes et dommages causés par le changement climatique inscrite pour la première fois à l'ordre du jour de la conférence de cette année. Au cours des deux dernières semaines, j'ai entendu les appels désespérés de pays touchés par le changement climatique demandant des fonds à d'autres États dont les émissions de carbone ont été historiquement plus élevées, afin de les aider à se préparer et à faire face aux catastrophes liées au climat. Mais il y a des limites à la capacité d'adaptation, et nous devons nous préparer aux pertes et aux dommages qui seront inévitablement causés, comme les déplacements forcés, pour lesquels des ressources supplémentaires doivent être mobilisées. Les appels des personnes déracinées et de leurs communautés et pays d'accueil ne feront que s'amplifier, et c'est pourquoi la question des pertes et dommages doit devenir un point standard de l'ordre du jour de la COP. Du point de vue des réfugiés et des personnes déplacées qui se trouvent en première ligne face au changement climatique, on ne peut trouver de meilleur exemple de préjudice que celui de devoir fuir son foyer et franchir une frontière pour chercher refuge.

Avant d'assister à la COP27, j'étais au Mozambique où j'ai pu constater de visu le double impact dévastateur des catastrophes climatiques et d'un conflit violent qui a déplacé près d'un million de personnes depuis 2017. Le Mozambique, l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique, connaît aujourd'hui un changement profond provoquant des phénomènes météorologiques extrêmes tels que des cyclones et des tempêtes tropicales, qui deviennent de plus en plus fréquents et intenses. Le pays a subi cinq cyclones et tempêtes tropicales cette année seulement.

5 Le HCR craint que les familles déracinées ne soient confrontées à des difficultés extrêmes cet hiver¹²

Ceci est un résumé des déclarations du porte-parole du HCR Olga Sarrado – à qui toute citation peut être attribuée – lors de la conférence de presse du 11 novembre 2022 au Palais des Nations à Genève.

11 novembre 2022



Une jeune réfugiée syrienne devant sa maison dans un site informel de la plaine de la Bekaa, au Liban. © HCR/Diego Ibarra Sánchez

Des millions de personnes originaires d’Ukraine, d’Afghanistan et du Moyen-Orient, déracinées par la guerre ou les persécutions, pourraient se retrouver en difficulté cet hiver, alors que les températures négatives viendront s’ajouter aux conditions déjà difficiles engendrées par la flambée des prix, les conséquences persistantes de la pandémie de Covid-19 et les conditions climatiques extrêmes liées au changement climatique.

Le HCR, l’Agence des Nations Unies pour les réfugiés, lance une mise en garde concernant l’hiver à venir qui s’avérera bien plus éprouvant que ceux des dernières années pour de nombreuses personnes déracinées à travers le monde. De nombreuses familles déplacées n’auront pas d’autre alternative que de faire un choix entre alimentation et chauffage. Elles feront face à de nombreuses difficultés pour pouvoir chauffer leurs habitations, se procurer des vêtements pour l’hiver et préparer des repas chauds.

¹² *Le HCR craint que les familles déracinées ne soient confrontées à des difficultés extrêmes cet hiver.* (2022, novembre 11). <https://www.unhcr.org/fr/actualites/briefing-notes/le-hcr-craint-que-les-familles-deracinees-ne-soient-confrontees-des>

Dans tout le Moyen-Orient, de nombreux déplacés syriens et irakiens devront à nouveau faire face à un froid extrême et à des chutes de neige. Pour beaucoup, il s'agira du douzième hiver consécutif passé en situation de déplacement. Le HCR estime que 3,4 millions de réfugiés syriens et irakiens et de personnes déplacées internes en Syrie, au Liban, en Jordanie, en Irak et en Egypte auront besoin d'une assistance essentielle pour se préparer et faire face à l'hiver.

Au Liban, où une grave crise économique pousse la population au bord du gouffre, neuf réfugiés syriens sur dix vivent déjà en situation d'extrême pauvreté, ce qui les contraint à restreindre leur alimentation et à renoncer à se faire soigner. Nombre d'entre eux s'endettent pour tenter de couvrir leurs besoins essentiels.

Des millions d'Ukrainiens déracinés par la guerre affrontent l'hiver dans des habitations endommagées ou des bâtiments mal adaptés pour les protéger du froid, avec des problèmes d'approvisionnement en énergie, en chauffage et en eau. Ils font aussi face à la perte de leurs moyens de subsistance.

En Afghanistan, où les températures hivernales peuvent facilement avoisiner les -25 degrés Celsius dans certaines régions du pays, de nombreuses familles déplacées par le conflit vont se retrouver exposées aux éléments. L'hiver arrive sur fond de crise économique et quelques mois seulement après le tremblement de terre survenu en juin dans les provinces du sud-est de Paktika et de Khost, au cours duquel des milliers de personnes ont subi des pertes et des dommages dévastateurs sur leurs habitations.

Malgré les efforts déployés pour éviter une catastrophe humanitaire, les inondations soudaines et les épisodes de sécheresse continuent de bouleverser la vie des populations, de porter atteinte à leurs biens et à leurs moyens de subsistance, alors même que certaines régions d'Afghanistan continuent de connaître de nouveaux déplacements de population.

Malgré cette situation, les perspectives de financement des programmes d'aide et d'assistance destinés à sauver des vies demeurent peu encourageantes. En raison du manque de fonds, le HCR a récemment été contraint de réduire ses programmes dans plusieurs pays.

Le HCR a lancé une campagne mondiale de collecte de fonds pour l'hiver afin d'aider les familles déracinées dans les régions susmentionnées à répondre à leurs besoins les plus urgents au cours des mois les plus froids de l'année.

Les fonds récoltés permettront de fournir aux personnes déracinées des vêtements chauds pour l'hiver, des couvertures thermiques, des panneaux et des lampes à énergie solaire, des bouteilles de gaz et une aide en espèces pour couvrir d'autres besoins essentiels, notamment le chauffage, ainsi que de procéder à la réparation de leur habitation.

6 Dans un contexte de déplacement croissant, les réfugiés ont besoin d'un soutien renforcé en matière de santé mentale¹³

14 octobre 2022



Une réfugiée sud-soudanaise évalue son humeur sur une échelle imagée lors d'une séance de soutien psychosocial dans l'installation de Bidibidi en Ouganda. © HCR/Rocco Nuri

Genève - Les réfugiés font preuve d'une grande résilience face aux circonstances qui bouleversent leur vie, mais ils ont besoin d'un soutien accru en termes de services de santé mentale, selon le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

Selon les derniers chiffres publiés cette semaine, le HCR a proposé des services de santé mentale et de soutien psychosocial à plus de 472 000 réfugiés, demandeurs d'asile ainsi qu'à leurs familles ou leurs aidants au cours du premier semestre 2022.

Bien que des progrès aient été réalisés pour faciliter l'accès au soutien psychosocial, le HCR craint que la détérioration des perspectives socio-économiques et l'insécurité alimentaire croissante dans de nombreux pays d'accueil de réfugiés n'aggravent les pressions existantes pour ces derniers.

« La meilleure façon d'améliorer la santé mentale des réfugiés est de trouver des solutions durables aux crises qu'ils fuient », a déclaré Sajjad Malik, directeur de la Division de la résilience et des solutions. « Nous savons que l'expérience du déplacement fait payer un lourd tribut au bien-être émotionnel et social et c'est le droit de tout réfugié de pouvoir accéder à des soins et à un soutien appropriés. »

¹³ Dans un contexte de déplacement croissant, les réfugiés ont besoin d'un soutien renforcé en matière de santé mentale. (2022, octobre 14). HCR. <https://www.unhcr.org/fr/actualites/news-releases/dans-un-contexte-de-deplacement-croissant-les-refugies-ont-besoin-dun>

Les réfugiés sont exposés au stress à chaque étape de leur déplacement forcé. Au nombre des facteurs de stress figurent la séparation des familles, la xénophobie, le manque de moyens de subsistance, les périples dangereux et l'exposition aux conflits et aux persécutions. Une enquête récente menée par le HCR et la Banque mondiale en Ouganda a révélé que les taux de dépression chez les réfugiés étaient nettement plus élevés que chez les personnes vivant au sein des communautés d'accueil.

Aujourd'hui, le Comité exécutif du HCR a adopté une conclusion reconnaissant le courage des personnes déracinées et appelant à une plus grande mise à disposition de services de santé mentale et de soutien psychosocial en faveur des réfugiés et autres personnes déplacées et apatrides, y compris l'accès aux services de santé et aux services sociaux nationaux.

En 2021, 1683 membres du personnel de santé primaire travaillant auprès des réfugiés ont été formés à l'identification et à la gestion des problèmes de santé mentale à travers 19 pays.

S'exprimant sur cette conclusion, qui intervient quelques jours après la célébration de la Journée mondiale de la santé mentale, lundi, Sajjad Malik s'est dit encouragé par l'engagement des États à donner une place prioritaire à la santé mentale et au soutien psychosocial dans la réponse internationale aux situations de déplacement forcé.

« Pour s'assurer que les réfugiés soient bien pris en charge, il faut notamment veiller à la santé mentale du personnel humanitaire », a-t-il ajouté. « La priorité est d'améliorer le soutien à la santé mentale des réfugiés, mais nous devons également veiller à ce que les humanitaires soient dans les meilleures conditions possibles pour servir les personnes qui ont le plus besoin de nous », a déclaré Sajjad Malik.

La conclusion du Comité exécutif souligne également la nécessité d'inclure la santé mentale et le soutien psychosocial dans la planification de la réponse aux situations de réfugiés et encourage les États à intégrer les réfugiés et les autres personnes déplacées dans les services nationaux et les systèmes de soins existants. Son adoption témoigne de la reconnaissance par les États, dans différentes régions et divers contextes, de l'importance que revêtent la santé mentale et le soutien psychosocial pour les personnes déracinées et apatrides à travers le monde.

Le Comité exécutif du HCR est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, composé de 107 États membres, qui conseille le Haut Commissaire sur les questions de protection internationale et approuve le budget de l'organisation.

7 Les trois quarts des réfugiés et migrants du Venezuela peinent à accéder aux services essentiels en Amérique latine et dans les Caraïbes¹⁴

Par Communiqué de presse conjoint HCR-OIM | 12 octobre 2022



Une famille vénézuélienne qui a marché durant un mois pour atteindre l'Equateur. Ils sont maintenant hébergés dans un abri d'urgence soutenu par le HCR à Cuenca. © HCR/Jaime Giménez

Selon une récente évaluation, quelque 4,3 millions de réfugiés et de migrants originaires du Venezuela ont des difficultés à accéder à la nourriture, au logement et à un emploi stable.

Malgré les progrès réalisés grâce aux diverses initiatives de régularisation et de délivrance de documents d'identité mises en œuvre dans divers pays d'Amérique latine et des Caraïbes, une récente étude souligne l'urgence de renforcer les mesures de protection et d'accès aux services et aux opportunités d'emploi pour les réfugiés et les migrants.

L'analyse de leurs besoins a été menée par la Plateforme régionale de coordination inter-agences pour les réfugiés et les migrants du Venezuela (R4V), codirigée par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

L'augmentation du coût de la vie, les conséquences de la crise du Covid-19 et les taux de chômage élevés ont accru la vulnérabilité des réfugiés et des migrants vénézuéliens et ont rendu difficile pour beaucoup d'entre eux le fait de pouvoir redémarrer leur vie et leur insertion dans les pays d'accueil de la région.

Selon les conclusions du rapport, la moitié des réfugiés et des migrants de la région ne peuvent pas se permettre de prendre trois repas par jour et n'ont pas accès à un logement sûr et décent.

¹⁴ *Les trois quarts des réfugiés et migrants du Venezuela peinent à accéder aux services essentiels en Amérique latine et dans les Caraïbes.* (2022a, octobre 12). HCR. <https://www.unhcr.org/fr/actualites/news-releases/les-trois-quarts-des-refugies-et-migrants-du-venezuela-peinent-acceder-aux>

Pour acheter de la nourriture ou éviter de vivre dans la rue, de nombreux Vénézuéliens ont recours à la prostitution, à la mendicité ou à l'endettement.

« Les Vénézuéliens sont désireux de partager leurs compétences et leurs connaissances et de contribuer au bien-être des communautés qui les ont généreusement accueillis. Beaucoup le font déjà », a déclaré Eduardo Stein, représentant spécial conjoint du HCR et de l'OIM pour les réfugiés et les migrants du Venezuela. « Mais ils ne pourront pas continuer à le faire si on ne leur donne pas la possibilité de s'intégrer véritablement. »

Les salaires extrêmement bas entravent encore davantage leur capacité à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. En Équateur, par exemple, 86% des Vénézuéliens indiquent ne pas disposer de revenus suffisants pour répondre à leurs besoins fondamentaux tandis qu'au Chili, 13% des Vénézuéliens vivent sous le seuil de pauvreté.

Malgré la réouverture des écoles, de nombreux enfants réfugiés et migrants sont toujours confrontés à de multiples obstacles pour accéder au système éducatif de leur pays d'accueil, notamment en raison du manque de places dans les écoles. En Colombie, 29% des enfants vénézuéliens âgés de 6 à 17 ans ne sont pas scolarisés, car leurs parents ne peuvent pas payer les frais de scolarité et le matériel scolaire. À Aruba et Curaçao, les coûts de l'assurance obligatoire, du transport et du matériel scolaire font obstacle à leur inscription à l'école.

Certains Vénézuéliens, privés de papiers, de moyens de subsistance et sans perspective d'intégration locale, se tournent vers d'autres pays à la recherche d'un avenir sûr et durable. Beaucoup mettent leur vie en danger en empruntant des itinéraires irréguliers extrêmement dangereux.

« Alors que le monde est confronté à de nombreuses crises humanitaires, les Vénézuéliens et leurs communautés d'accueil ne doivent pas être oubliés », a ajouté Eduardo Stein. « Les pays d'accueil ont fait preuve de leur volonté constante de répondre à la crise en mettant en place des initiatives de régularisation et en facilitant l'accès à la santé, à l'éducation et à d'autres services sociaux. La régularisation, cependant, n'est qu'une première étape vers l'intégration et doit être suivie de politiques permettant aux réfugiés et aux migrants d'être autonomes. Un soutien international est nécessaire de toute urgence. »

En octobre 2022, on comptait plus de 7,1 millions de réfugiés et de migrants originaires du Venezuela dans le monde, selon les statistiques officielles communiquées par les pays d'accueil et compilées par la plateforme R4V (disponibles sur r4v.info). Plus de 80% sont accueillis à travers 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

GROUPE 2A : OIM, RAISONS DES FUITES

1 Rapport de l'OIM : 96 000 Haïtiens déplacés par les récentes violences des bandes organisées dans la capitale¹⁵

28 octobre 2022



Une femme se tient devant sa maison dans un site de déplacement à Port-au-Prince, Haïti. Photo : OIM

Port-au-Prince – Le nombre de personnes déplacées par la violence liée aux bandes organisées dans la capitale haïtienne, Port-au-Prince, a triplé au cours des cinq derniers mois, selon un [rapport](#) publié cette semaine par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

L'évaluation, menée entre juin et août 2022, a recensé plus de 113 000 déplacés internes en Haïti. Parmi elles, 96 000 individus ont fui l'insécurité dans la capitale, due à la violence entre gangs et aux troubles sociaux. En outre, 17 000 personnes sont toujours déplacées suite au pire séisme de la décennie, qui a dévasté les régions du sud du pays en août 2021.

La violence des bandes organisées dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince donne lieu à des rackets, des enlèvements et des actes criminels dans un contexte caractérisé par de profondes inégalités, des niveaux élevés de privation s'agissant des besoins humains fondamentaux et un environnement fragmenté en matière de sécurité.

Les quartiers où les niveaux de violence sont les plus élevés font souvent état de détresse économique, les récentes flambées des prix des denrées alimentaires et du carburant déstabilisant d'autant plus les moyens de subsistance déjà précaires.

¹⁵ *Rapport de l'OIM : 96 000 Haïtiens déplacés par les récentes violences des bandes organisées dans la capitale.* (2022, octobre 28). <https://www.iom.int/fr/news/rapport-de-loim-96-000-haitiens-deplacés-par-les-recentes-violences-des-bandes-organisees-dans-la-capitale>

« Des milliers de femmes, d'enfants et d'hommes ont été contraints de quitter leur maison pour chercher un abri loin de la violence et de la destruction », a déclaré Ulrika Richardson, coordonnatrice permanente des Nations Unies en Haïti. « Les Nations Unies travaillent d'arrache-pied, main dans la main avec les partenaires humanitaires, gouvernementaux et locaux, pour aider à atténuer les difficultés auxquelles sont confrontées de nombreuses familles parmi les plus vulnérables ».

Le rapport a été produit par la Matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM, en coordination avec la Direction générale de la défense civile haïtienne. Les évaluations de DTM fournissent des données précises et régulières sur les populations déplacées à l'intérieur du pays afin d'éclairer une action humanitaire fondée sur des preuves. Ces évaluations marquent la croissance des activités de la DTM en Haïti, l'OIM restant l'un des principaux fournisseurs de données sur la mobilité des populations, le déplacement forcé et la situation humanitaire en Haïti.

« Cette collecte de données représente une contribution essentielle à la réponse humanitaire en Haïti », a déclaré Michele Klein Solomon, directrice régionale de l'OIM pour l'Amérique centrale, l'Amérique du Nord et les Caraïbes. « Elle permet de mieux comprendre l'ampleur, la portée et les caractéristiques des déplacements, ce qui est vital pour éclairer la planification et la mise en œuvre d'actions fondées sur des preuves », a-t-elle ajouté.

Un système d'alerte rapide sur le déplacement forcé mis en place par la DTM montre que près d'un quartier de Port-au-Prince sur cinq a été touché par les violences généralisées en juillet.

Dans le cadre de la réponse coordonnée des Nations Unies aux besoins humanitaires croissants en Haïti, l'OIM a fourni une aide humanitaire cruciale à quelque 19 000 personnes en 2022.

Les interventions de l'OIM comprennent la distribution d'articles de secours et de kits médicaux, des consultations médicales et une assistance adaptée aux personnes handicapées, ainsi qu'une ligne gratuite offrant un soutien psychosocial et des services d'orientation aux migrants et aux déplacés internes.

Par ailleurs, l'OIM a versé des allocations de réinstallation et de location à plus de 6 400 familles.

2 Nigéria : Plus de 15 000 déplacés internes ont besoin d'un abri immédiat suite aux inondations qui ravagent les camps du nord-est¹⁶

07 octobre 2022



Camp Alhaji Bashir à Dikwa. Photo

¹⁶ Nigéria : Plus de 15 000 déplacés internes ont besoin d'un abri immédiat suite aux inondations qui ravagent les camps du nord-est. (2022, octobre 7). International Organization for Migration. <https://www.iom.int/fr/news/nigeria-plus-de-15-000-deplaces-interne-ont-besoin-dun-abri-immediat-suite-aux-inondations-qui-ravagent-les-camps-du-nord-est>



Inondations dans le camp de déplacés internes de Motor Park à Dikwa. Photo : OIM 2022 IOM

Nigeria – L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Nigéria fournit des abris d'urgence et d'autres formes d'aide à certaines des dizaines de milliers de personnes touchées par les inondations meurtrières en cours dans le nord-est du pays. Plus de 15 000 déplacés internes ont un besoin immédiat d'hébergement.

Des pluies diluviennes sans précédent, associées aux débordements du barrage de Lagdo, dans le nord du Cameroun, qui a été ouvert pour libérer l'excès d'eau, ont déplacé plus de 39 500 personnes. D'après une [évaluation](#) de la Matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM, 120 personnes dans l'Etat de Bauchi sont mortes ou ont été blessées en raison des conditions climatiques extrêmes entre le 1er et le 12 septembre.

Les fortes pluies et les vents violents ont causé de sérieux dégâts aux abris et aux infrastructures dans les camps et autres sites pour déplacés internes depuis le début de la saison des pluies au Nigéria en juin.

L'OIM fournit des articles de secours, notamment des couvertures, des ustensiles de cuisine, des matelas et des tapis de sol, et fournira également des abris d'urgence à plus de 1 500 déplacés internes. Cependant, le financement reste un défi majeur pour intensifier la réponse.

« En raison de l'étendue et de la nature des inondations, si des mesures adéquates ne sont pas prises maintenant, le bien-être des déplacés internes sera fortement impacté », a déclaré Prestage Murima, chef de mission par intérim de l'OIM au Nigéria. « Les communautés exposées aux inondations pourraient être confrontées à une insécurité alimentaire prolongée si leurs terres agricoles sont touchées ».

Les communautés à travers les États de Borno, Adamawa, Yobe et d'autres États de la région du nord-est font l'expérience de crues soudaines depuis juin, qui ont détruit des terres agricoles, des abris et des moyens de subsistance.

Dans le seul État de Borno, six camps accueillant 15 618 déplacés internes ont été détruits, faisant ainsi croître leur dépendance à l'égard de l'aide humanitaire ; plus de 8 400 familles ont un besoin immédiat d'abri. Certains déplacés internes vivent temporairement avec des proches dans des camps voisins et des bâtiments publics tels que des écoles et des marchés.

« Cette situation entraîne de nouveaux défis et de nouvelles difficultés pour les populations déplacées, tels que la surpopulation des camps et les retards dans la fourniture des services de base », a déclaré M. Murima.

Selon le dernier aperçu des besoins humanitaires de l'OCHA, 8,4 millions de personnes dans les États du nord-est de Borno, Adamawa et Yobe auront besoin d'une aide humanitaire en 2022. Le conflit qui sévit depuis 12 ans dans la région s'est étendu aux zones entourant le lac Tchad, provoquant l'une des crises humanitaires les plus graves et les plus complexes au monde.

À l'approche de la COP27 en novembre, les inondations au Nigéria montrent qu'il faut se préparer à l'ampleur et à la portée de la crise climatique en investissant dans des actions locales d'anticipation, dans la préparation aux situations d'urgence et dans la coordination et la gestion des camps, sur la base d'une approche centrée sur les personnes et dans l'amélioration de l'accès au financement pour les communautés et les acteurs locaux qui sont en première ligne face aux changements climatiques.

GROUPE 2B : OIM, SITUATIONS RENCONTRÉES

1 Les familles déplacées par le conflit au Kirghizistan font face à l'hiver le plus rigoureux depuis plus d'une décennie¹⁷

25 janvier 2023



Le personnel de l'OIM charge l'aide pour l'hiver dans la capitale kirghize, Bichkek, pour la transporter vers des communautés frontalières isolées où des milliers de personnes sont toujours déplacées par les affrontements armés de septembre dernier. Photo : OIM/Kanat Sharipbekov et Adilet Abdyrasul uulu.

Batken – Des centaines de familles déplacées par la violence qui a éclaté dans les zones frontalières isolées entre le Kirghizistan et le Tadjikistan, à Batken et à Och, en septembre dernier, sont confrontées à l'hiver le plus froid qu'ait connu la région depuis plus de dix ans, tandis que le prix du carburant et la pollution de l'air viennent s'ajouter à leurs difficultés quotidiennes.

Les pays d'Asie centrale sont actuellement confrontés à des hivers extrêmement froids, avec des températures qui n'ont jamais été aussi basses depuis 15 ans, et ce sont les personnes déplacées à l'intérieur du pays, notamment à cause des affrontements, qui en font les frais.

Bien qu'un cessez-le-feu soit actuellement en vigueur dans la zone frontalière, une solution durable aux différends frontaliers reste inenvisageable, ce qui complique le retour des familles qui ont perdu leurs maisons et leurs moyens de subsistance.

¹⁷ Les familles déplacées par le conflit au Kirghizistan font face à l'hiver le plus rigoureux depuis plus d'une décennie. (2023, janvier 25). International Organization for Migration. <https://www.iom.int/fr/news/les-familles-deplacees-par-le-conflit-au-kirghizistan-font-face-lhiver-le-plus-rigoureux-depuis-plus-dune-decennie>

« L'Asie centrale est toujours confrontée à des hivers rigoureux et, jusqu'à un certain point, les gens disposent de mécanismes d'adaptation pour survivre. Cependant, les besoins persistent en raison de la charge supplémentaire que représente le déplacement, voire même le déplacement secondaire dans le cas d'un petit nombre de personnes d'origine kirghize déplacées depuis l'Afghanistan », a déclaré Ammarah Mubarak, spécialiste régional des situations d'urgence et de l'après-crise à l'OIM.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui fait partie de l'équipe d'évaluation et de coordination rapide des situations d'urgence (REACT) des Nations Unies, est active depuis le 19 septembre et dirige la fourniture d'abris d'urgence et d'articles non alimentaires.

Des plaques de cuisson, des lampes de poche, des câbles d'alimentation et des assiettes jetables ont été distribués lors de tournées précédentes. L'OIM vient de terminer la distribution d'ustensiles de cuisine, de literie, de vêtements d'hiver, de chaussures et d'autres articles à plus de 400 familles sans abri qui faisaient partie des dizaines de milliers de personnes ayant fui les zones touchées.

La majorité des personnes déplacées sont retournées dans leur région d'origine, mais celles dont les maisons ont été détruites restent déplacées.

« Même avant le conflit, Batken était considérée comme la région la plus pauvre du Kirghizstan, ayant un accès limité aux services de base tels que l'éducation, les médicaments et les soins de santé. Aujourd'hui, compte tenu des températures allant jusqu'à moins 25 degrés, l'aide humanitaire est vitale », a déclaré Tilek Orunbaev, assistant de programme au Bureau secondaire de l'OIM à Och.

Ashyrbai Khalmatov, originaire du village de Kapchygai dans la région de Batken, a reçu des appareils ménagers, un set de cuisine, de la literie, des vêtements chauds et des chaussures.

« Je gagnais ma vie en élevant des moutons dans mon village jusqu'à ce que ma maison et tout ce que nous avions, y compris les moutons, brûlent. Nous avons dû déménager dans le village de Bujum et nous vivons maintenant dans un appartement de deux pièces appartenant à des proches », a-t-il déclaré.

La distribution de l'aide a été financée par le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF) et le gouvernement allemand.

2 Le nombre de migrants disparus dans les Caraïbes a atteint un niveau record en 2022¹⁸

24 janvier 2023



La principale cause de décès dans la région est la noyade, principalement due aux mauvaises conditions météorologiques et à l'utilisation d'embarcations de fortune. Photo : OIM/Angela Wells

San José – Le [projet « Migrants disparus »](#) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a recensé au moins 321 décès et disparitions de migrants dans les Caraïbes en 2022 – le nombre le plus élevé enregistré depuis le lancement du projet en 2014, et un bond important par rapport aux 180 enregistrés en 2021.

¹⁸ *Le nombre de migrants disparus dans les Caraïbes a atteint un niveau record en 2022.* (2023, octobre 24). <https://haiti.iom.int/fr/news/le-nombre-de-migrants-disparus-dans-les-caraibes-atteint-un-niveau-record-en-2022>

Sur ce total, 66 étaient des femmes, 64 des hommes et 28 des garçons, des filles et des adolescents, tandis que 163 restent non identifiés.

« Plus de 51 pour cent des personnes décédées sur les routes migratoires dans les Caraïbes l'an dernier n'ont pu être identifiées », a déclaré Patrice Quesada, coordonnateur régional de l'OIM pour les Caraïbes. « Cela signifie que des centaines de familles n'ont aucune idée d'où se trouvent leurs proches ».

La plupart des migrants décédés ou portés disparus étaient originaires d'Haïti (80), de Cuba (69), de République dominicaine (56) et du Venezuela (25). La principale cause de décès est la noyade, principalement due aux mauvaises conditions météorologiques qui rendent la navigation difficile, et à l'utilisation d'embarcations de fortune en mauvais état ou qui ne sont pas conçues pour traverser la haute mer.

Un nombre important des incidents enregistrés se sont produits le long des itinéraires qui mènent aux États-Unis, de la République dominicaine vers Porto Rico, d'Haïti vers la République dominicaine, et du Venezuela vers plusieurs îles des Caraïbes.

Julio César, un migrant cubain et le seul survivant parmi six victimes d'un naufrage, a récemment raconté son expérience terrifiante de la migration sur ces routes dangereuses.

« Le bateau chavire cinq fois, ils perdent leurs maigres provisions, et la panique et le froid les submergent », a-t-il déclaré. « La peur fige les os, les vêtements sont trempés, le mal de mer les envahit (...) Je les ai vus d'en haut, quand j'étais sur la pointe de la vague, jusqu'à ce que l'eau les engloutisse ».

L'OIM appelle les gouvernements des Caraïbes et de l'ensemble de ces routes migratoires à renforcer la coopération régionale afin de garantir la sécurité et la protection des migrants, quel que soit leur statut et à toutes les étapes de leur voyage.

La prévention des décès de migrants doit commencer par les voies de migration régulières, la défense du droit des familles à rester ensemble et la réponse aux besoins des migrants en situation de vulnérabilité.

3 Le nombre de migrants ayant emprunté la dangereuse route du Darien a presque doublé en 2022¹⁹

17 janvier 2023



Les personnes qui entreprennent ce périple sont exposées aux dangers de la jungle, du climat et du terrain, ainsi qu'aux passeurs de migrants et au crime organisé. Photo : OIM

Genève – Le nombre de migrants traversant irrégulièrement vers le Panama après avoir emprunté la dangereuse route du Darien a atteint un record en 2022, doublant presque les chiffres de l'année précédente. Selon le gouvernement panaméen, près de 250 000 personnes sont arrivées dans le pays, contre quelque 133 000 en 2021.

« Les [récits qui nous ont été rapportés](#) par ceux qui ont traversé la région du Darien attestent de l'horreur de ce voyage », a déclaré Giuseppe Loprete, chef de mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Panama. « Beaucoup ont perdu la vie ou sont portés disparus, tandis que d'autres souffrent de problèmes de santé importants, tant physiques que mentaux, auxquels nous répondons avec nos partenaires ».

Le nombre de Vénézuéliens empruntant cette route a été multiplié par plus de 50 l'année dernière, par rapport à 2021, atteignant 150 327 personnes. Les ressortissants vénézuéliens sont suivis par les Équatoriens (29 356), les Haïtiens (22 435) et les Cubains (5 961). Sur ce total, environ 28 pour cent étaient des femmes et 72 pour cent des hommes, tandis que 16 pour cent étaient des enfants et des adolescents.

¹⁹ Le nombre de migrants ayant emprunté la dangereuse route du Darien a presque doublé en 2022. (2023, janvier 17). International Organization for Migration. <https://www.iom.int/fr/news/le-nombre-de-migrants-ayant-emprunte-la-dangereuse-route-du-darien-presque-double-en-2022>

Selon les [données du projet « Migrants disparus »](#) de l'OIM, 36 personnes sont mortes dans la jungle du Darien en 2022. Toutefois, des rapports isolés indiquent que de nombreux migrants meurent dans la région du Darien et que leurs corps ne sont ni récupérés ni signalés ; ce chiffre ne présente donc qu'une petite fraction du véritable nombre de décès.

L'OIM et ses partenaires intensifient leur réponse au Panama, en fournissant des abris temporaires dans les centres d'accueil gérés par le gouvernement, des matelas, des couvertures, des lampes solaires, des médicaments, des produits alimentaires et des kits d'hygiène. L'OIM continue également de coordonner étroitement avec les institutions gouvernementales de toute la région, en renforçant les capacités de gestion des migrations et des frontières, et en favorisant l'accès aux programmes de régularisation.

Les flux migratoires composites qui transitent par la région sont complexes et dynamiques, a déclaré M. Loprete. Les chiffres records de l'année dernière coïncidaient avec la détérioration des conditions économiques et sociales dans les pays d'origine et dans toute l'Amérique latine. La réponse à cette situation continuera d'exiger une intervention régionale coordonnée et une coopération internationale pour répondre aux besoins humanitaires et de protection urgents et aux défis stratégiques connexes.

Dans ce contexte, l'OIM plaide pour l'établissement de voies, de canaux et de mécanismes de migration sûrs, ordonnés et réguliers afin de protéger les droits des migrants en transit et de prévenir les situations de vulnérabilité liées à la migration irrégulière et au trafic illicite de migrants, entre autres risques. L'OIM appelle également à enquêter sur les passeurs et à les poursuivre en justice, ainsi qu'à accroître le soutien et l'investissement dans les communautés d'accueil afin de renforcer les services qui profitent tant aux migrants et aux réfugiés qu'à la population locale.

4 L'OIM déplore 50 000 décès de migrants recensés à travers le monde²⁰

23 novembre 2022



Sheikul raconte son expérience de migration à bord d'un bateau vide, semblable à celui dans lequel il a voyagé.
Photo : OIM / Alessandro Lira

Berlin – Plus de 50 000 personnes dans le monde ont perdu la vie au cours de leur périple migratoire depuis que le projet de l'OIM « Migrants disparus » a commencé à recenser les décès en 2014, selon [un nouveau rapport](#) de l'Organisation publié aujourd'hui (23/11). Malgré l'augmentation des décès, peu de mesures ont été prises par les gouvernements des pays d'origine, de transit et de destination pour faire face à la crise mondiale actuelle des migrants disparus.

« Malgré les milliers de décès recensés à travers les routes migratoires chaque année, très peu de mesures ont été prises pour faire face aux conséquences de ces tragédies, et encore moins pour les prévenir », déclare Julia Black, co-auteure du rapport.

« Quelles que soient les raisons qui contraignent ou incitent les gens à se déplacer, personne ne mérite de mourir en quête d'une vie meilleure ».

Plus de 30 000 personnes figurant dans les registres du projet « Migrants disparus » sont de nationalité inconnue. Ce sont plus de 60 pour cent des décès de migrants qui restent non identifiés - laissant des milliers de familles sans réponse.

²⁰ L'OIM déplore 50 000 décès de migrants recensés à travers le monde. (2022, novembre 23). <https://www.iom.int/fr/news/loim-deploire-50-000-deces-de-migrants-recenses-travers-le-monde>

« Au fur et à mesure que le temps passe, nous n'avons aucune nouvelle », a confié un migrant marocain en Espagne à l'OIM en 2021, alors qu'il recherchait son frère disparu il y a 20 ans en route vers l'Europe.

Parmi les migrants disparus dont la nationalité a pu être identifiée, plus de 9 000 étaient originaires de nations africaines, plus de 6 500 d'Asie et 3 000 autres des Amériques. Les trois principaux pays d'origine - l'Afghanistan, la Syrie et le Myanmar - sont marqués par la violence et de nombreuses personnes fuient leur foyer pour trouver refuge à l'étranger.

Plus de la moitié des 50 000 décès recensés se sont produits le long d'itinéraires à destination et au sein de l'Europe, les itinéraires méditerranéens ayant fait au moins 25 104 victimes.

Les itinéraires européens représentent également le plus grand nombre et la plus grande proportion de personnes disparues et présumées mortes, comptant au moins 16 032 personnes disparues en mer dont les corps n'ont jamais été retrouvés.

L'Afrique est la deuxième région la plus meurtrière pour les personnes en déplacement, avec plus de 9 000 décès de migrants recensés sur le continent depuis 2014. Les enquêtes régionales auprès des ménages indiquent que ces chiffres sont très probablement sous-estimés[1].

Près de 7 000 décès ont été recensés dans les Amériques, la plupart le long des routes menant aux États-Unis (4 694). Le passage de la frontière terrestre entre les États-Unis et le Mexique est à lui seul le théâtre de plus de 4 000 décès depuis 2014.

Six mille deux cents autres décès ont été recensés à travers l'Asie. Les enfants représentent plus de 11 pour cent des décès survenus le long des routes migratoires en Asie, soit la proportion la plus élevée de toutes les régions. Sur les 717 décès d'enfants enregistrés lors de périples migratoires dans la région, plus de la moitié (436) concernent des réfugiés rohingyas.

En Asie occidentale, au moins 1 315 personnes ont perdu la vie sur les routes migratoires, dont un grand nombre dans des pays en proie à des conflits permanents, ce qui rend extrêmement difficile l'identification des migrants disparus. Au moins 522 personnes arrivant de la Corne de l'Afrique sont mortes au Yémen, souvent en raison de la violence, et 264 décès de Syriens ont été recensés lors de tentatives de passage de la frontière vers la Turquie.

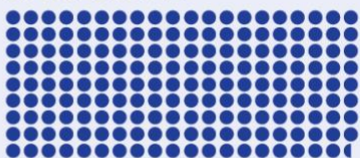
Nous soulignons que les obligations découlant du droit international, y compris le droit à la vie, doivent être respectées en tout temps. Nous devons travailler ensemble pour prévenir et réduire le nombre de décès en donnant la priorité aux opérations de recherche et de sauvetage, en améliorant et en élargissant les voies de migration régulières et sûres, et en veillant à ce que la gouvernance des migrations fasse de la protection et de la sécurité des personnes en déplacement une priorité.



TOP 10 KNOWN COUNTRIES OF ORIGIN



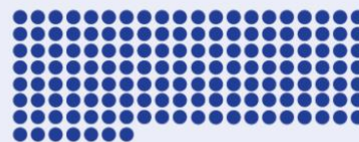
AFGHANISTAN



1,795



MYANMAR



1,467



SYRIAN ARAB REPUBLIC



1,118



ETHIOPIA



867



MEXICO



755



MOROCCO



702



ALGERIA



653



VENEZUELA
(BOLIVARIAN REPUBLIC OF)



494



GUATEMALA



463



HAITI



451

Source: IOM Missing Migrant Project, 2022

© IOM GMDAC 2022

● x 10 people who have died during migration

[1] Une enquête menée auprès des ménages en 2021 par l'Agence centrale des statistiques éthiopienne, par exemple, indique que plus de 51 000 migrants éthiopiens ont été signalés comme disparus par leur famille.

5 OIM : plus de 5 000 décès enregistrés sur les routes migratoires européennes depuis 2021²¹

25 octobre 2022



Une famille syrienne fait du feu après une tentative de traversée ratée à la frontière turque avec la Grèce. Photo : Emrah Özsen

Berlin – Le projet « Migrants disparus » de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a recensé au moins 5 684 décès sur les routes migratoires à destination et au sein de l'Europe depuis le début de l'année 2021, avec un nombre croissant de décès observés sur les routes traversant la Méditerranée, aux frontières terrestres de l'Europe et au sein du continent. « Nous avons enregistré plus de 29 000 décès au cours des périples migratoires vers l'Europe depuis 2014 », a déclaré Julia Black, auteure d'un [nouveau rapport de l'OIM sur les données du projet « Migrants disparus »](#) en Europe pour 2021. « Ces décès incessants sont un autre rappel sinistre que des voies de migration plus légales et sûres sont désespérément nécessaires ».

Au moins 2 836 décès et disparitions ont été recensés sur la route de la Méditerranée centrale depuis 2021 (au 24 octobre 2022), une augmentation par rapport aux 2 262 décès enregistrés entre 2019 et 2020.

Sur la route de l'Afrique de l'Ouest-Atlantique vers les îles Canaries espagnoles, 1 532 décès ont été recensés au cours de la période concernée, un chiffre déjà supérieur à toute période de deux ans depuis que l'OIM a commencé à recenser les décès en 2014.

²¹ OIM : Plus de 5 000 décès enregistrés sur les routes migratoires européennes depuis 2021. (2022, octobre 25). International Organization for Migration. <https://www.iom.int/fr/news/oim-plus-de-5-000-deces-enregistres-sur-les-routes-migratoires-europeennes-depuis-2021>

Sur ces deux longs et dangereux itinéraires, il est fort probable que les données de l'année en cours soient incomplètes, étant donné le processus intensif de vérification des trop fréquents « naufrages invisibles » - des cas où des bateaux entiers s'échouent en mer sans qu'aucune recherche et aucun sauvetage ne soient effectués.

Depuis 2021, des augmentations du nombre de décès le long de nombreux autres itinéraires européens ont été recensées par rapport aux années précédentes, notamment à la frontière terrestre entre la Turquie et la Grèce (126 décès recensés), sur l'itinéraire des Balkans occidentaux (69), dans la traversée de la Manche (53), aux frontières entre le Bélarus et l'Union européenne (23) et les décès d'Ukrainiens fuyant le récent conflit (17).

Au-delà de l'incapacité structurelle à fournir des voies d'accès sûres et adéquates, les archives du projet « Migrants disparus » montrent que bon nombre des décès sur les routes migratoires vers les pays de destination en Europe auraient pu être évités par une assistance rapide et efficace aux migrants en détresse.

Les témoignages relayés à l'OIM par les rescapés indiquent qu'au moins 252 personnes sont mortes lors d'expulsions forcées présumées par les autorités européennes, également appelées « refoulements », depuis 2021.

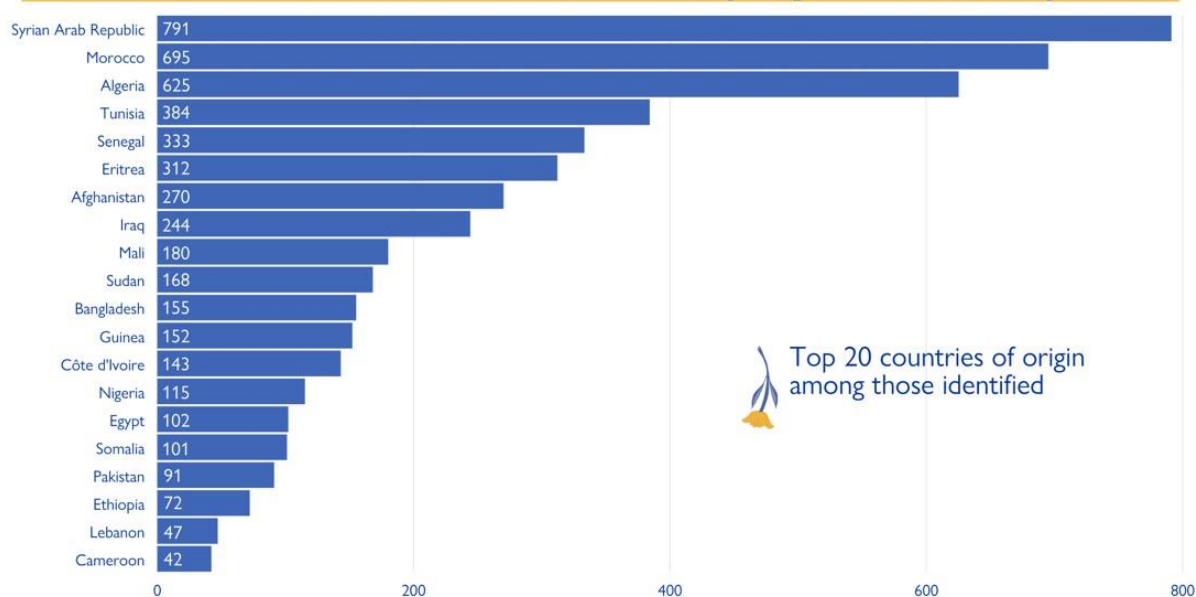
Les décès liés aux refoulements ont été recensés en Méditerranée centrale (97 décès depuis 2021), en Méditerranée orientale (70 décès), à la frontière terrestre entre la Turquie et la Grèce (58 décès), en Méditerranée occidentale (23 décès) et à la frontière entre le Bélarus et la Pologne (4 décès). Ces cas sont presque impossibles à vérifier dans leur intégralité en raison du manque de transparence, du manque d'accès et de la nature hautement politisée de ces événements. Ces chiffres sont donc probablement une sous-estimation du nombre réel de décès.

Les données du Projet « Migrants Disparus » indiquent que les taux d'identification des personnes qui meurent sur les routes migratoires en direction et au sein de l'Europe sont plus faibles que dans d'autres régions du monde. Par exemple, en Méditerranée centrale, la nationalité de seulement 4 des 59 personnes (7 pour cent) qui sont mortes au large des côtes européennes en 2021 a été identifiée, ce qui signifie que l'identité des 55 autres personnes restera probablement inconnue. Ce chiffre est nettement inférieur à celui des personnes décédées au large des côtes d'Afrique du Nord lors de la traversée de la Méditerranée centrale, où le pays d'origine de 457 des 1 508 personnes (30 pour cent) est connu.

Au total, plus de 17 000 personnes qui ont perdu la vie sur les routes à destination et au sein de l'Europe entre 2014 et 2021 sont répertoriées sans aucune information sur le pays d'origine, un détail d'identification clé, qui met en lumière le deuil non surmonté d'innombrables familles qui recherchent des proches disparus lors de périples migratoires vers l'Europe.

« Notre base de données contient des personnes originaires de 52 pays qui sont mortes sur les routes migratoires vers l'Europe et au sein de celle-ci », a déclaré Sandra Black. « L'ampleur de ce problème - et l'impact sur les familles et les communautés qui doivent faire face à des disparitions non résolues - signifie qu'il n'y a pas de solution sans l'adhésion des autorités ».

Deaths to and within routes to Europe, Jan 2014 - Sep 2022



Source : Projet de l'OIM « Migrants disparus », consulté le 24 octobre 2022. Note : Ne sont pas incluses dans ce tableau 355 autres personnes dont le pays d'origine est connu, et 23 716 autres dont le pays d'origine est inconnu ou mixte.

L'OIM appelle les États d'Europe et d'ailleurs à prendre des mesures urgentes et concrètes pour sauver des vies et réduire le nombre de décès au cours des périples migratoires. Les États doivent faire respecter le droit à la vie de toutes les personnes en empêchant de nouveaux décès et disparitions. Ils doivent notamment donner la priorité à la recherche et au sauvetage sur terre et en mer, et mettre fin à la criminalisation des acteurs non gouvernementaux qui apportent une aide humanitaire aux migrants en détresse. Enfin, pour mettre fin aux décès de migrants, les États doivent examiner l'impact de leurs politiques migratoires afin de garantir une migration sûre et de réduire tout risque de décès ou de disparition de migrants.

6 Les trois quarts des réfugiés et migrants du Venezuela peinent à accéder aux services essentiels en Amérique latine et dans les Caraïbes²²

12 octobre 2022



Photo : OIM 2022/Gema Cortés

Genève – Selon une récente évaluation, quelque 4,3 millions de réfugiés et de migrants originaires du Venezuela ont des difficultés à accéder à la nourriture, au logement et à un emploi stable.

²² *Les trois quarts des réfugiés et migrants du Venezuela peinent à accéder aux services essentiels en Amérique latine et dans les Caraïbes.* (2022b, octobre 12). <https://www.iom.int/fr/news/les-trois-quarts-des-refugies-et-migrants-du-venezuela-peinent-acceder-aux-services-essentiels-en-amerique-latine-et-dans-les-caraibes>

Malgré les progrès réalisés grâce aux diverses initiatives de régularisation et de délivrance de documents d'identité mises en œuvre dans divers pays d'Amérique latine et des Caraïbes, une récente étude souligne l'urgence de renforcer les mesures de protection et d'accès aux services et aux opportunités d'emploi pour les réfugiés et les migrants.

L'analyse de leurs besoins a été menée par la Plateforme régionale de coordination inter-agences pour les réfugiés et les migrants du Venezuela (R4V), codirigée par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

L'augmentation du coût de la vie, les conséquences de la crise du Covid-19 et les taux de chômage élevés ont accru la vulnérabilité des réfugiés et des migrants vénézuéliens et ont rendu difficile pour beaucoup d'entre eux le fait de pouvoir redémarrer leur vie et leur insertion dans les pays d'accueil de la région.

Selon les conclusions du rapport, la moitié des réfugiés et des migrants de la région ne peuvent pas se permettre de prendre trois repas par jour et n'ont pas accès à un logement sûr et décent. Pour acheter de la nourriture ou éviter de vivre dans la rue, de nombreux Vénézuéliens ont recours à la prostitution, à la mendicité ou à l'endettement.

« Les Vénézuéliens sont désireux de partager leurs compétences et leurs connaissances et de contribuer au bien-être des communautés qui les ont généreusement accueillis. Beaucoup le font déjà », a déclaré Eduardo Stein, représentant spécial conjoint du HCR et de l'OIM pour les réfugiés et les migrants du Venezuela. « Mais ils ne pourront pas continuer à le faire si on ne leur donne pas la possibilité de s'intégrer véritablement. »

Les salaires extrêmement bas entravent encore davantage leur capacité à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. En Équateur, par exemple, 86% des Vénézuéliens indiquent ne pas disposer de revenus suffisants pour répondre à leurs besoins fondamentaux tandis qu'au Chili, 13% des Vénézuéliens vivent sous le seuil de pauvreté.

Malgré la réouverture des écoles, de nombreux enfants réfugiés et migrants sont toujours confrontés à de multiples obstacles pour accéder au système éducatif de leur pays d'accueil, notamment en raison du manque de places dans les écoles. En Colombie, 29% des enfants vénézuéliens âgés de 6 à 17 ans ne sont pas scolarisés, car leurs parents ne peuvent pas payer les frais de scolarité et le matériel scolaire. À Aruba et Curaçao, les coûts de l'assurance obligatoire, du transport et du matériel scolaire font obstacle à leur inscription à l'école.

Certains Vénézuéliens, privés de papiers, de moyens de subsistance et sans perspective d'intégration locale, se tournent vers d'autres pays à la recherche d'un avenir sûr et durable. Beaucoup mettent leur vie en danger en empruntant des itinéraires irréguliers extrêmement dangereux.

« Alors que le monde est confronté à de nombreuses crises humanitaires, les Vénézuéliens et leurs communautés d'accueil ne doivent pas être oubliés », a ajouté Eduardo Stein. « Les pays d'accueil ont fait preuve de leur volonté constante de répondre à la crise en mettant en place des initiatives de régularisation et en facilitant l'accès à la santé, à l'éducation et à d'autres services sociaux. La régularisation, cependant, n'est qu'une première étape vers l'intégration et doit être suivie de politiques permettant aux réfugiés et aux migrants d'être autonomes. Un soutien international est nécessaire de toute urgence. »

En octobre 2022, on comptait plus de 7,1 millions de réfugiés et de migrants originaires du Venezuela dans le monde, selon les statistiques officielles communiquées par les pays d'accueil et compilées par la plateforme R4V (disponibles sur r4v.info). Plus de 80% sont accueillis à travers 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.